

**SES LE SPORT  
VALEURS  
EN VILLE**



**38<sup>ÈME</sup> CONGRÈS  
DE L' ASSOCIATION  
INTERNATIONALE  
DES MAIRES  
FRANCOPHONES**

**#AIMF2108 @AIMFRANCOPHONES**





Congrès de l'AIMF  
Lille, 5 au 7 novembre 2018

**Lundi 5 novembre 2018**

## 38<sup>ème</sup> Assemblée générale

### SEANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE

- <b>Madame Martine AUBRY</b> , Ancienne Ministre, Maire de Lille.....	7
- <b>Madame Anne HIDALGO</b> , Présidente de l'AIMF, Maire de Paris .....	11
- <b>Monsieur Tony ESTANGUET</b> , Président du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.....	15
- <b>Monsieur Charles GOERENS</b> , Ancien Ministre de l'Environnement, ancien Ministre de la Coopération et de l'action humanitaire, ancien Ministre de la Défense du Luxembourg, Député du Luxembourg au Parlement européen .....	19
- <b>Monsieur Adama OUANE</b> , Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie, ancien Ministre de l'Éducation, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales du Mali.....	23
- <b>Madame Roxana MARACINEANU</b> , Ministre des Sports.....	27

### ÉLECTION DE LA FEMME FRANCOPHONE AIMF 2018

- <b>Madame Félicité RWEMARIKA</b> , Rwandaise, Fondatrice du réseau de football féminin rwandais, Fondatrice d'AKWOS, Association en charge du développement de la femme par le sport.....	33
- <b>Madame Azza BESBES</b> , Tunisienne, Escrimeuse aux multiples médailles d'or, d'argent et de bronze.....	35

### 38<sup>ÈME</sup> ASSEMBLEE GENERALE

- Mise à jour de la liste des membres .....	39
- Approbation du compte rendu de la 37 <sup>ème</sup> Assemblée générale de l'AIMF tenue à Montréal, le 21 juin 2017 .....	41
- Rapport d'activité 2017 présenté par le Secrétaire général.....	41
- Rapport sur l'exécution du budget 2017 et présentation des comptes .....	43
- Rapport du Commissaire aux comptes et approbation des comptes et des rapports de l'exercice 2017.....	44
- Adoption du projet de budget 2019 .....	45
- Admission des nouveaux membres .....	47
- Fixation de la date, du lieu et du thème des prochaines manifestations de l'AIMF .....	47
- Présentation du nouveau Bureau .....	48

## « Réunions des Commissions permanentes »

<b>« VIVRE ENSEMBLE »</b> .....	53
Présidée par la ville de Montréal	
<b>« VILLES INNOVANTES ET SOLIDAIRES »</b> .....	57
Présidée par la ville de Nantes	

**Mardi 6 novembre 2018**

## « Sport et démocratie dans les territoires francophones »

### PRESENTATION DU THEME

- **Monsieur Grégoire JUNOD**, Syndic de Lausanne, Président de l'Union Mondiale des Villes Olympiques..... 61

### PRESENTATION DES ATELIERS

- **Sport : diversité ou complémentarité ?**..... 69
- **Sport, innovations et développement local** ..... 71
- **Villes et grands événements sportifs internationaux : risque ou opportunité ?**..... 73

### SYNTHESE DES TRAVAUX EN ATELIERS

<b>« Le Sport, ses valeurs en ville... »</b> .....	77
--	----

<b>LISTE DES PARTICIPANTS</b> .....	81
-------------------------------------	----



38<sup>ÈME</sup> CONGRÈS DE L' AIMF

# SEANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE

#AIMF2018 @AIMFrancophones



**Martine AUBRY**  
**Ancienne Ministre**  
**Maire de Lille**

**Présentation par Pierre BAILLET, Secrétaire permanent**

*Madame la Ministre, Monsieur le Ministre des Sports, Mesdames et Messieurs les Ministres, Monsieur le Préfet, Madame la Présidente de l'AIMF, Madame la Maire de Lille, Mesdames et Messieurs,*

*La réunion des élus locaux francophones est toujours un moment important. Un moment de découverte, un moment de partage d'expériences, notamment avec la ville hôte. Lille. Lille, ville de résistance, Lille qui a subi le plus grand nombre de sièges dans son histoire, quatrième agglomération de France. Lille qui a la particularité d'appartenir à une vaste conurbation, une Eurométropole, regroupant villes françaises et villes belges, notamment Tournai et Courtrai.*

*Ici est né le premier groupement européen de coopération territoriale, une belle expérience de coopération transfrontalière.*

*Ville d'art et d'histoire, capitale européenne de la culture, sa grande braderie précédée d'un semi-marathon qui attire plus de 2 millions de visiteurs, de grands clubs sportifs nés dès 1901 avec l'Olympique lillois, l'ASPTT ou LOSC Lille.*

*Mais aussi, une ville où se retrouvent plus de 120.000 étudiants de 154 nationalités, où S. Exc. le Président de la République centrafricaine, Faustin-Archange TOUADERA, eut son doctorat de mathématiques, la plus importante université du monde francophone, une ville très présente dans la solidarité internationale, notamment depuis 40 ans, avec Saint-Louis du Sénégal, avec la Fédération des municipalités du Chouf au Liban ou, plus récemment, avec Tlemcen en Algérie.*

*Nous sommes ici réunis, au nom de cette ouverture au monde, de cette volonté de mieux faire connaître l'esprit de Lille Métropole, de faire de Lille Métropole, de ses communes et de ses habitants, des acteurs solidaires.*

*Votre volonté Madame la Maire... Madame Martine Aubry.*

**Martine AUBRY, Maire de Lille**

Avant de saluer toutes ces personnalités, permettez-moi de vous dire simplement combien je suis heureuse que vous soyez là. Je reconnais tellement d'amis que j'ai l'impression, je le disais à Anne qui est aussi une grande amie, que j'ai l'impression que c'est une famille qui se réunit aujourd'hui à Lille. Donc, merci d'être là. Les Lillois sont heureux de vous accueillir.

Je voudrais aussi, bien sûr, saluer Madame la Ministre des sports, Roxana MARACINEANU. On se connaît depuis longtemps. Saluer évidemment, Monsieur le Préfet, les membres du Bureau de l'AIMF et puis Adama OUANE et Tony ESTANGUET qu'on est très très heureux d'accueillir ici, puisque vous allez beaucoup parler du sport. Madame la Ministre vous êtes là pour cela. On est très heureux de vous accueillir à Lille et sachez que l'on se prépare activement aux Jeux Olympiques et Paralympiques, derrière vous, derrière Paris 2024 et que l'on souhaite bien y prendre aussi une part.

Je salue aussi tout particulièrement Monsieur GOERENS, ancien Ministre de l'Environnement, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire, Député du Luxembourg au Parlement européen, que tout le monde connaît bien. Que l'on peut applaudir.

Je voudrais d'abord, si vous le permettez m'adresser à Anne HIDALGO pour lui dire merci d'abord d'avoir choisi Lille. Merci de nous permettre d'accueillir ici dans une ville, vous l'avez dit tout à l'heure, à la fois cosmopolite, une ville qui a souhaité garder ses quartiers populaires, une des plus grandes villes de France à avoir gardé 6 quartiers sur 10, populaires, où toutes les cultures sont mêlées et où la solidarité, l'ouverture, la générosité, c'est simplement le vivre ensemble, avoir des cultures différentes, pouvoir se parler, connaître ce qui fait avancer tel ou tel et nous mêler, autour de la culture notamment.

Je voudrais saluer, avec je pense tous ceux qui sont ici dans la salle, saluer chère Anne, à la fois ta détermination, qui est absolument incroyable, ton courage, mais aussi ta capacité à aller au-delà et au-devant des défis qui sont devant nous. Vous savez ce n'est pas facile aujourd'hui de faire de la politique et d'être courageux. Anne HIDALGO fait partie de ces femmes qui le sont.

Je voudrais vous saluer très fraternellement, je dis fraternellement parce que c'est une grande famille la Francophonie qui se retrouve ici et puis parce que vous avez finalement une double mission, celle de promouvoir le rôle des collectivités locales et celle de promouvoir la Francophonie dans le monde. Promouvoir le rôle des collectivités locales, quand on le dit, ça ne plait pas obligatoirement au gouvernement, Madame la Ministre, excusez-moi, mais nous partageons avec Anne et beaucoup de maires qui sont ici, bourgmestres, gouverneurs, adjoints, je les salue tous, l'idée que finalement, ce qui répondra le mieux au défi de demain, que ce soit le défi de l'égalité, de la lutte contre la pauvreté, le défi de la transition énergétique, eh bien cela partira des citoyens et des élus locaux. C'est la raison pour laquelle nous sommes nombreux à considérer que le métier, la mission de maire est sans doute l'une des plus passionnantes parce que justement, on est à la fois dans la vision, dans l'avenir, mais aussi dans la proximité des habitants et que l'on peut se dire le soir : on n'a pas tout réussi, mais on a quand même avancé un peu dans les grands enjeux qui sont les nôtres. Et dire aussi que la transition énergétique est un élément majeur et, dans ces domaines, comme dans le domaine du développement économique, du renouvellement urbain, de la culture, je pense que la ville est le bon endroit pour lancer l'innovation et pour effectivement préparer l'avenir. On en a vraiment besoin.

J'ajoute que l'AIMF ne se différencierait pas d'autres associations d'élus si elle n'avait pas ce fondement qu'est la lutte pour la Francophonie. La Francophonie et le français. Nous défendons la Francophonie avec nos villes jumelées, certaines ne font pas partie de l'AIMF : Esch-sur-Alzette au Luxembourg, Oujda au Maroc, Tlemcen en Algérie, mais aussi des membres de l'AIMF, comme j'ai vu tout à l'heure, le Maire de Liège, bravo pour son élection en Belgique et les représentants de Saint-Louis du Sénégal. Ils sont chez eux à Lille, donc je leur dis merci d'être là. Vous serez d'ailleurs là la semaine prochaine puisque l'on va fêter les 40 ans de jumelage et les 50 ans avec les villes européennes. Donc on est vraiment très heureux.

L'AIMF resserre les liens que la langue française a tissé entre nous. Cette langue qui a su retranscrire les imaginaires d'hommes aussi différents que Léopold SENGHOR, Milan KUNDERA, François TCHENG, Amin MAALOUF, pour ne citer qu'eux. Et nous savons que derrière eux, avec leur singularité, il y avait toujours les mêmes valeurs qui étaient portées. C'est cela que porte aujourd'hui le français et la Francophonie, des grandes idées, de belles valeurs, dont le monde s'est écarté, qu'il nous faut continuer à défendre. Vous êtes un outil inestimable pour avancer sur les enjeux de demain.

Juste un mot sur le réchauffement climatique et la transition énergétique. Nous savons et nous n'avons attendu personne pour savoir que la situation est aujourd'hui très dramatique. Ne parlons pas des générations futures. Elle est déjà extrêmement préoccupante aujourd'hui. On ne sait pas à quelle distance on est du mur, ou bien si, on est juste devant le mur. En tout cas, nous savons qu'il faut agir. Agir vite. Agir fortement. A l'échelle du monde. On sait que les principales victimes ne seront pas les responsables de ce changement climatique. Ce ne sont pas les pays riches, ce ne sont pas les régions riches, ce sont les plus pauvres qui vont en pâtir.

Donc la lutte pour la transition énergétique, c'est aussi une lutte contre la pauvreté, pour l'égalité, pour la justice sociale. C'est la raison pour laquelle ma chère Anne, nous sommes vraiment engagés dans ces domaines. Je vous dirai juste un mot sur ce que nous faisons à Lille, juste un mot parce que ce serait très long.

Nous venons de déposer notre candidature à « Capitale verte en Europe », à la fois parce que nous avons

été la première ville en France à signer un Agenda 21 avec pour résultats aujourd'hui une réduction de 40 % de nos consommations énergétiques. Nous n'avons plus de produits phytosanitaires depuis 2008. Les papillons et les petites coccinelles reviennent à Lille. C'est absolument incroyable ! Nous avons aussi réalisé un plan de déplacement urbain. Tu le sais Anne, ce n'est pas facile. On n'entend que ceux qui ne sont pas contents, mais moi ce que je remarque, c'est qu'il y a plus de 40 % d'usagers de vélo, plus de 23 % de bus, plus 10 % de métro. On respire mieux. Il y a moins de bruit. Voilà, c'est le courage que tu as à Paris, c'est ce que nous essayons de faire modestement ici, à Lille.

Et un mot sur le sport, Madame la Ministre, puisque vous avez choisi d'être là avec Tony ESTANGUET, un des plus grands médaillés français et nous sommes très heureux de l'accueillir parce qu'il porte les valeurs du sport, comme vous d'ailleurs qui êtes une grande athlète. Les valeurs du sport, dans une ville comme la nôtre, où beaucoup de jeunes perdent le respect d'eux-mêmes, le sport, c'est le respect des règles, le respect des autres, mais aussi le respect de soi-même. Et cela porte vers la citoyenneté et vers l'envie d'être avec les autres. La politique sportive à Lille, nous l'avons développée comme nous avons développé la politique culturelle, notamment depuis la capitale européenne de la culture, en faisant en sorte évidemment, d'avoir des équipements de qualité, partout, et notamment dans les quartiers, d'aider tous ceux qui avaient des difficultés, que personne ne puisse pas faire ce qu'il souhaite dans notre ville par manque d'argent, grâce aux aides qui sont apportées, mais aussi, à un programme particulier, autour des écoles, autour de 50 disciplines, pour la promotion du sport, notamment pour les femmes, du sport pour handicapés. Pratiquement tous les grands clubs ont une équipe féminine et une équipe handicap, lorsque c'est possible. Et bien sûr, nous sommes toujours heureux d'accueillir des grands événements. Vous avez eu la gentillesse de parler du LOSC tout à l'heure et nous sommes encore numéro 2 derrière le PSG, ma chère Anne. Donc c'est pour te dire que nous espérons que cela dure parce que cela fait vibrer, beaucoup, on l'a vu avec le championnat du monde, que j'ai vu ici, avec 42 Soudanais qui venaient de l'Aquarius, qui venaient d'arriver à Lille. J'ai regardé la finale. Ils avaient beau avoir été dans les geôles libyennes, et avoir vécu, pour certains dans des camps de réfugiés au Tchad, avoir passé des heures dans la Méditerranée avant d'être récupérés par l'Aquarius, ils connaissaient quasiment tous les joueurs de l'équipe de France, et nous avons applaudi tous ensemble. Voilà, c'est ça aussi le sport, c'est ce qui nous permet de nous réunir.

Permettez-moi à nouveau de vous resouhaiter la bienvenue, et vous dire que les Lillois vont être très heureux de vous rencontrer.

N'hésitez pas à vous présenter, ils seront ravis. Je viens du Mali, je viens du Yémen, je viens du Burkina Faso, je parle de pays que j'ai au cœur. Je parle au Maire de Bamako, au Maire de Ouagadougou, mais aussi à tous les autres. Et nos amis belges, je n'en parle même pas, car ils sont ici chez eux. Nous sommes en Eurométropole. Mais encore une fois, on se sent vraiment bien ici, dans cette famille porteuse de grandes valeurs, et merci Anne, d'avoir choisi Lille.



**Présentation par Pierre BAILLET, Secrétaire permanent**

*Excellences,*

*On ne mourra pas demain de la pollution. On en meurt aujourd'hui.*

*Ne pas agir maintenant, ce serait trahir les citoyens.*

*L'urgence de la situation rend responsable chacun de nous.*

*C'est un engagement, concret et quotidien.*

*C'est votre engagement, Madame Anne HIDALGO, en votre qualité de Maire de Paris, de Présidente de l'AIMF, de Présidente de CGLU, de Présidente du C40, de Présidente de la Commission permanente de l'égalité Hommes-Femmes de CGLU.*

*C'est bien là l'idée que vous vous faites de la politique, de votre combat pour Paris, pour le sport...*

*Madame Anne HIDALGO.*

**Anne HIDALGO, Présidente de l'AIMF, Maire de Paris**

Merci beaucoup, c'est un immense plaisir que de retrouver la famille des maires francophones. C'est vrai Martine, c'est une famille. Je crois que nous avons appris à nous connaître. Nous apprenons les uns des autres. Et, dans cette famille, il y a aussi beaucoup de solidarité. C'est pourquoi, je voudrais tout d'abord remercier l'ensemble de nos amis, le Bureau de l'AIMF. Je veux remercier Pierre BAILLET qui est celui qui nous permet aussi de porter nos valeurs, nos programmes, nos projets, et je veux vous dire le plaisir qui est le mien de vous retrouver. Cela faisait trop longtemps que l'on ne s'était vu, même si on échange et que l'on a beaucoup d'occasion de s'envoyer des messages de soutien. Mais, je veux vous dire mon bonheur d'être ici, avec vous, à Lille. Je veux bien sûr saluer Madame la Ministre des Sports, saluer Monsieur le Député européen du Luxembourg, saluer Monsieur le Représentant de l'OIF également, et bien sûr mon ami Tony ESTANGUET, qui est ici présent et avec lequel, on va y revenir, nous avons parcouru le monde pendant quasiment trois ans, pour essayer de gagner cette possibilité que nous avons gagné d'organiser les Jeux olympiques et paralympiques à Paris. Mais bien sûr, la France entière et Lille aussi, va être concernée par ces jeux.

D'abord, permettez-moi de dire à Martine AUBRY que je suis très heureuse d'être à Lille, parce que Lille est une ville très inspirante, mais surtout parce qu'elle est une amie et que je n'oublie pas que j'ai démarré, il y a longtemps, dans son cabinet, à l'époque où elle portait les grandes questions relatives à l'emploi, aux politiques sociales, aux politiques de lutte contre les exclusions, aux politiques relatives aux droits des femmes. J'ai beaucoup appris, beaucoup, beaucoup, dans l'exigence, parce qu'il faut de l'exigence. La chose publique n'est pas quelque chose qui s'improvise, mais j'ai beaucoup appris aussi de la façon dont on doit construire les combats, les mener et avoir des convictions. Avoir des convictions ce n'est pas refuser de se laisser influencer par les idées des autres, au contraire, mais c'est de savoir garder une boussole en toute chose et de pouvoir se repérer y compris quand l'environnement devient de plus en plus complexe, comme le monde, et de plus en plus incertain. Donc je veux vraiment remercier Martine d'avoir été là toujours, dès le début, dès que j'ai commencé à regarder vers Paris. D'abord pour y être première adjointe et ensuite pour en devenir maire. Je veux te remercier de l'exemple que tu donnes car les femmes en politique ne sont pas si nombreuses encore pour qu'on puisse se passer de ces exemples et de ces repères féminins.

Donc merci à toi ma chère Martine et je n'oublie pas qu'en plus tu es témoin de mon mariage, donc cela crée d'autres liens.

Cette ville de Lille a tellement fait et tellement ouvert de dossiers innovants que Paris s'en est beaucoup inspirée et je pense que c'était le lieu où nous devions nous retrouver pour cette nouvelle assemblée des maires francophones.

La Francophonie, c'est ce que nous avons en commun, c'est plus qu'une langue. D'abord c'est une langue qui a la particularité de très bien vivre avec une autre langue, la langue maternelle. La langue du pays de chacun d'entre nous peut être une langue différente du français, mais le français a permis de créer un espace de valeurs communes, de pensées communes, de forme d'esprit qui nous conduit à nous comprendre au-delà des mots de la langue, à comprendre profondément ce que nous voulons dire parce que cette langue a aussi été une langue qui a permis à ces langues d'origine d'exister. Et je crois que c'est la grande force justement de la Francophonie, c'est de se nourrir de chacune de nos langues et en même temps, de porter le français et les valeurs de la Francophonie comme langage commun. Et cette langue, on le sait, elle est aujourd'hui parlée par 300 millions de personnes réparties sur tous les continents. Et ici, il y a des femmes et des hommes de quasiment tous les continents qui sont présents. Je veux saluer bien sûr tous nos amis qui viennent d'Afrique, tous nos amis qui viennent ou qui sont avec nous reliés par cette association et qui sont du monde anglo-saxon, ceux d'Amérique latine et bien sûr d'Asie. Je veux saluer le gouverneur de Phnom Penh qui est ici parmi nous et je veux vraiment le remercier d'être là, c'est très important pour nous d'avoir toujours aussi cette relation forte avec l'Asie et avec les communautés francophones d'Asie.

Alors notre association, cela a été dit, est une association qui à partir de cette langue commune, porte des projets. Un projet commun d'abord. Je crois que ce qui nous relie beaucoup c'est bien sûr la question des territoires. Comment par les territoires, comment avec la décentralisation, comment par le rôle des maires on peut donner à chacun de nos territoires, ceux dans lesquels nous sommes élus et dans lesquels nous exerçons, la possibilité de se développer dans un monde qui est confronté à des défis majeurs. Et, la force des maires, ce n'est pas simplement l'ADN de l'association internationale des maires francophones, mais je pense que c'est le seul chemin praticable. Il faut que nous fassions en sorte que l'on ait confiance dans les pouvoirs locaux. Les pouvoirs locaux, et c'était Abdou Diouf qui le disait si bien, ici, lorsqu'il était Secrétaire général de l'organisation internationale francophone, il disait : « les pouvoirs locaux sont des pouvoirs à échelle d'hommes et de femmes, à échelle humaine, des échelles démocratiques, ces pouvoirs locaux qui permettent de porter des politiques qui ne répondent pas aux grands défis du monde et en même temps de le faire en étant ancrés dans la vie quotidienne et en donnant la capacité aux habitants de nos villes de pouvoir participer à ces décisions et à ces évolutions ». C'est ce que nous faisons à l'AIMF, lorsque nous soutenons les maires, partout dans pays qui sont ceux où nous sommes représentés et des pays dans lesquels des villes, des collectivités dans lesquelles nous intervenons de façon très concrète. L'AIMF intervient de façon très concrète. Nous parlons, nous échangeons et heureusement, parce qu'il faut penser des choses et des actions, mais nous agissons comme nous le faisons dans notre quotidien de maire et lorsque l'AIMF intervient pour accompagner des villes, des communes qui ont été par exemple, ces dernières années, confrontées à des cataclysmes liés notamment au changement climatique, je pense à Kinshasa, je pense bien sûr à Nouakchott et aux communes environnantes et à beaucoup d'autres villes dans lesquelles nous avons pu intervenir, eh bien nous faisons justement ce lien entre la pensée, notre action globale et cette action très locale qui vient en aide des populations.

C'est la force de l'AIMF. Il n'y a pas d'autres réseaux comme celui-là. Il y a des réseaux très puissants, j'ai l'honneur d'en présider et de participer à un certain nombre d'entre eux, mais il n'y a pas de réseau qui soit ancré de cette façon-là dans le concret et dans le quotidien de ce que sont les activités et les compétences des maires. Je vais y revenir, mais c'est aussi lorsque l'on travaille sur l'adressage chez toi,

ma chère Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, à Libreville. Nous faisons aussi un travail qui permet ensuite à la collectivité de pouvoir prélever l'impôt. Prélever l'impôt parce qu'il y a des adresses, et prélever l'impôt cela veut dire pouvoir financer aussi des services. C'est ce travail-là que nous faisons tous ensemble. Et je crois que nous pouvons, bien sûr, être fiers et heureux de saluer et de remercier le secrétariat de l'AIMF pour le suivi de tous ces projets.

Nous sommes devenus un partenaire essentiel pour la Commission européenne, pour l'OIF dont nous sommes le bras armé de l'action et pour beaucoup d'autres organisations internationales qui regardent et qui se disent si l'AIMF est présente, alors on est sûr des fonds que l'on va pouvoir investir et on est sûrs d'avoir les experts qui vont pouvoir travailler très concrètement sur les questions de santé, d'éducation, j'y reviendrai, de sport.

Mais avant de parler de sport, puisque c'est l'un des grands sujets que nous avons retenus, je voudrais vous dire que nous avons tous ici bien sûr une pensée pour notre ami Khalifa SALL. Je veux saluer la nouvelle Maire de Dakar, et vraiment, la remercier pour ce qu'elle fait, ce qu'elle a fait, aux côtés de Khalifa, et dire combien Khalifa incarcéré depuis mars 2017, qui a été récemment révoqué de ses fonctions de Maire de Dakar, reste évidemment, non seulement notre ami, mais que nous continuons à converser avec lui et à échanger. Je sais que des délégations de maires, notamment de Maires africains, sont allés le voir et qu'ils maintiennent ce lien, ce lien important pour nous tous. Le Bureau de l'AIMF proposera à d'anciens Maires d'être médiateurs pour les situations de conflits auxquels les Maires de notre réseau pourraient être confrontés.

En tous cas, nous devons aussi avoir ces outils et ces interventions, sans intervenir ni dans la justice, ni dans la politique de chacun des pays, mais je crois que la solidarité fait aussi partie de ce qui nous unit.

Alors, dans cette famille francophone et avec ces liens très forts, nous avons beaucoup travaillé et échangé sur ces grands sujets qui sont les grands défis du monde, le défi climatique et bien sûr nous y sommes tous confrontés, de façon très différente. Dans les villes européennes c'est la question de la pollution de l'air qui est la question principalement posée, avec la question de la mobilité et du transport, premier levier sur lequel nous devons agir. Et nous agissons à Paris, à Lille et dans beaucoup d'autres villes, je pense à Liège, je pense à Lausanne, beaucoup de villes qui sont ici présentes. Il y a aussi dans cette question du défi climatique, la question des ressources, de la ressource en eau, la question aussi de la lutte contre la pauvreté parce que en fait ces défis sont liés. On le sait cela a été dit avant moi par Martine AUBRY. L'impact principal du défi climatique, c'est d'abord les populations les plus vulnérables, les territoires les plus vulnérables, sur lesquels il nous faut agir globalement et localement.

Mais, dans les politiques municipales, nous avons décidé d'en privilégier une qui est relative au sport. Pour différentes raisons : d'abord parce que l'AIMF s'est beaucoup mobilisée pour que Paris ait les Jeux olympiques et paralympiques et je veux vous dire merci.

Je veux vous dire merci parce que sans la mobilisation à la fois des pouvoirs locaux, des gouvernements, des membres du CIO africain, par exemple, et au-delà, nous n'aurions pas pu sans doute emporter cette victoire que nous avons emportée pour organiser les Jeux olympiques et paralympiques en 2024. Et parce que, en fait, dans cette campagne, lorsque nous avons commencé à discuter avec les maires ici présents, l'AIMF, avec Tony ESTANGUET, avec l'ensemble de l'équipe qui portait les couleurs de 2024, nous avons vu bien sûr que le sport est aussi une politique municipale. Si les collectivités n'ont pas les infrastructures, n'accompagnent pas, ne peuvent pas accompagner ou décident de ne pas accompagner les organisations du monde sportif, il n'y a pas grand-chose qui peut se faire. Or le sport c'est un vecteur extraordinaire. Un vecteur extraordinaire pour le lien entre les populations. C'est une école de la vie, l'école du sport. On y apprend l'effort, on y apprend la constance, on y apprend la détermination, on y apprend le collectif,

même dans les sports individuels on ne réussit pas tout seul, on y apprend à tomber, à avoir un échec et à se relever. On apprend tout cela dans l'école du sport.

Pour les municipalités, pour les acteurs locaux que nous sommes, le sport est un outil essentiel de nos politiques municipales. C'est presque une évidence, mais on ne l'avait pas posé comme tel. Je crois que de poser comme tel au sein de l'AIMF, c'est aussi dire que nous pourrions accueillir dans les projets financés par l'AIMF, des projets qui visent à accroître les infrastructures ou accroître les politiques locales en faveur du sport, parce qu'elles sont ce vecteur d'intégration, ce vecteur de lutte contre les discriminations. Vous savez, on a vécu des moments extraordinaires à Paris cet été, avec l'organisation des Gaygames, les jeux de la diversité. Des jeux qui nous ont permis, pendant tout cet été, de poser un regard sur les questions d'homophobie, sur les questions de discrimination de toute nature. Je veux saluer le Président qui a apporté ces Gaygames à Paris car nous avons beaucoup appris et l'héritage que cela laisse porte ces valeurs qui sont les nôtres et qui sont les valeurs de la Francophonie. C'est quelque chose de très fort, dans lequel nous devons nous engager.

Le sport est aussi un vecteur d'inclusion, d'intégration, tu l'as dit Martine. Les réfugiés descendus de l'Aquarius connaissaient tous les noms des joueurs de l'équipe de France. Nous avons d'ailleurs, pendant la campagne pour les Jeux olympiques et paralympiques, beaucoup travaillé avec les associations internationales, notamment je pense à l'association de taekwondo qui avait un programme en faveur de l'insertion des réfugiés. Le sport est un élément majeur de l'insertion, de l'intégration, et c'est aussi un vecteur pour l'emploi, pour entrer dans la vie professionnelle et sociale d'abord parce que c'est un secteur économique avec beaucoup d'emplois à la clé. Nous l'avons vu en Afrique, et je pense au travail extraordinaire fait en Côte d'Ivoire, cher Robert, Monsieur le Gouverneur d'Abidjan et par le Président Alassane OUATTARA, pour l'accueil des Jeux de la Francophonie, il y a un peu plus d'un an maintenant. Nous avons vu une ville se transformer, avec cette opportunité qui était donnée. On avait vu cela quelque temps auparavant à Brazzaville. Je pense qu'avec ces belles opportunités et l'opportunité pour Dakar, et je veux saluer le fait que Dakar ait emporté la possibilité d'organiser les prochains Jeux de la jeunesse, les Jeux olympiques de la Jeunesse. Je veux saluer ici Mamadou NDIAYE qui est le membre du CIO sénégalais qui a emporté aussi cette belle victoire.

Nous le savons, le sport, à travers des grands événements mais aussi à travers la vie quotidienne des clubs, des jeunes, des moins jeunes, des bénévoles, de tous ceux qui font vivre le sport dans nos pays, sont aussi une solution pour le vivre ensemble. C'est pour cela que nous avons souhaité mettre ce thème à l'honneur. Il n'efface pas tous les autres, mais je veux vous dire, je sais qu'il y a beaucoup de passionnés ici, pas simplement du PSG, je suis partageuse, vous le savez, je peux accepter qu'on soutienne le LOSC, qu'on soutienne beaucoup d'autres équipes, mais je sais qu'ensemble, avec ce moment de réflexion que nous allons avoir, nous allons peut-être donner encore plus d'idées, de projets, de visibilité, à cette part de l'action municipale qui est la politique sportive et à laquelle l'AIMF veut aussi apporter sa pierre.

Merci infiniment à chacune et à chacun.

**Tony ESTANGUET**  
**Président du Comité d'organisation**  
**des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024**

**Présentation par Pierre BAILLET, Secrétaire permanent**

*Une carrière sportive au plus haut niveau, de 2000 à 2012. Triple champion olympique en canoë kayak à Sydney (2000), à Athènes (2004), à Londres (2012), triple champion du monde en 2006, en 2009, en 2010, membre du Comité international olympique depuis juillet 2013, Président du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, la volonté d'en faire des jeux inédits, des jeux du futur, avec une forte responsabilité sociale, notamment en formation à l'emploi dans tous les secteurs de la construction, de l'événementiel et du tourisme.*

*Car vous êtes, Monsieur le Président, engagé dans la vie citoyenne à travers la Fondation du Sport. La relation entre la ville et le sport est un de vos sujets de préoccupation puisque vous avez travaillé sur le développement des sports de nature en milieu urbain.*

*Monsieur le Président, Tony ETANGUET...*

**Tony ETANGUET, Président du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024**

Chère Martine AUBRY,

Permettez-moi de commencer par vous dire qu'effectivement, on sent le plaisir que vous avez à nous accueillir. Eh bien moi, j'ai énormément de plaisir à venir ici à Lille parce que l'on sent votre passion et c'est toujours le même régal de venir ici dans une terre de sport. Donc, permettez-moi d'abord de vous remercier pour l'accueil chaleureux.

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Chers amis de la Francophonie,

Mesdames et Messieurs les élus,

Merci, merci pour votre accueil. Je n'ai pas la chance de connaître tous les pays que vous représentez et ni de les avoir visités. Je voudrais tout simplement parler d'une chose que je connais bien en toute humilité.

Je connais le pouvoir du sport. Le sport a changé ma vie. Je me suis épanoui grâce au sport, car tout petit, enfant, j'ai vécu ma jeunesse au rythme des grands événements sportifs. Je jouais au tennis pendant Roland Garros, j'avais envie de faire du vélo pendant le tour de France, et ainsi de suite. J'avais toujours envie de faire du sport au rythme des grands événements sportifs pour quelque part ressembler à ces grands champions qui m'ont inspiré. Et progressivement, le sport m'a construit, je me suis épanoui et je me suis retrouvé un jour au départ des Jeux olympiques à réaliser un rêve de gamin, un rêve de jeune.

Aujourd'hui, en tant que Président de Paris 2024, mon rôle consiste à faire en sorte qu'un maximum d'enfants et d'adultes puissent avoir ce contact privilégié avec le sport parce que je suis convaincu que le sport est un formidable outil pour épanouir la population du monde entier.

Pendant les jeux et pendant la campagne de Paris 2024, avec Anne Hidalgo, nous avons beaucoup voyagé effectivement. Et je tiens vraiment à remercier Anne Hidalgo parce qu'au-delà de son discours qui était très inspirant à l'instant sur les valeurs du sport, je peux vous dire à quel point elle s'est engagée sur ce projet parce qu'elle croit vraiment aux valeurs du sport. Et à chaque fois que nous avons voyagé ensemble,

à chaque fois que nous avons découvert des territoires, que nous sommes allés dans différents pays, je pense à différents territoires que nous avons visités ensemble, nous avons été émerveillés par à chaque fois, la même magie qui s'opère. Ces enfants qui, quand ils font du sport, partagent un moment. On arrive à créer des liens générationnels. On arrive malgré tout à faire effectivement passer des messages autour de l'éducation parce que le sport a en lui des valeurs qui sont extrêmement positives. On fait passer des messages de santé publique mais au-delà de cela, je crois que le sport est un formidable outil pour créer du lien.

Alors moi je voudrais commencer par saluer la décision de l'AIMF de faire du sport une priorité d'action. Merci à toutes et tous pour votre soutien pendant cette phase de candidature, merci à toutes et tous de continuer à vous impliquer autour de la pratique du sport parce que je considère qu'effectivement Paris 2024 est une plateforme qui doit être un outil pour toutes celles et ceux qui croient aux valeurs du sport, qui ont envie d'investir dans le sport pour la population.

Le sens de notre engagement avec Paris 2024, c'était bien au-delà de la réussite de l'organisation des jeux. Parce que bien évidemment en 2024, nous accueillerons le monde pour réussir un événement extraordinaire, le plus gros événement que la France n'ait jamais organisé. Mais, si nous avons décidé de nous engager avec l'Etat, avec l'Office municipal des sports, avec la Maire de Paris et l'ensemble des acteurs, c'est d'abord parce que nous sommes convaincus que l'événement est un prétexte pour faire en sorte que le sport soit mieux utilisé dans ce pays. Utilisons ces 6 prochaines années pour montrer à quel point le sport est effectivement un formidable moyen de se retrouver, d'avoir un élan d'enthousiasme, un élan d'optimisme, et montrer le meilleur visage qu'un pays peut avoir à l'heure d'accueillir 206 nations et 15 000 athlètes qui représenteront ces 206 nations.

Alors, nous sommes ici effectivement pour voir comment optimiser ces grands événements sportifs et bien évidemment comment développer la pratique du sport pour tous, comment changer le regard sur le handicap, comment rassembler les gens autour des valeurs du sport. Et les équipes de Paris 2024 auront plaisir à participer aux débats ici organisés avec les équipes de la ville de Paris. Notre Directrice en charge de l'héritage et de l'impact, Marie BARSACQ, sera ici pour participer aux différents ateliers et voir comment nous allons diffuser cet héritage dans tous les territoires. Comment avec vous nous allons continuer à développer cette coopération internationale et miser sur le sport pour quelque part faire passer ce nouveau modèle de jeu humaniste. C'est un thème qui est fort à la Maire de Paris et nous souhaitons vraiment réinventer le modèle d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques pour en faire un modèle très humaniste.

Je tiens également à remercier et féliciter deux représentantes aujourd'hui qui sont dans la famille du sport. Donc je voudrais commencer par féliciter Félicité RWEMARIKA pour rejoindre la grande famille du comité international olympique, et aussi pour son engagement parce qu'elle lutte au quotidien pour utiliser le sport pour renforcer la place de la femme dans la société. Je voudrais vraiment vous saluer pour cette action. Vous êtes un exemple. Et je ne résiste pas à saluer la très grande championne, Azza BESBES, la grande championne d'escrime qui est présente également ici. Plusieurs olympiens cela fait plaisir dans une telle assemblée.

Enfin, je voudrais partager aussi avec vous un autre combat qui est celui de faire du sport et des grands événements sportifs une opportunité pour la Francophonie. Vous le savez peut-être, le comité international olympique reconnaît deux langues officielles. Le français et l'anglais. Et c'est une opportunité formidable pour nous pour promouvoir notre diversité culturelle. C'est une formidable tribune parce que l'Organisation internationale de la Francophonie, traditionnellement, désigne un grand témoin de la Francophonie pendant les Jeux olympiques et je me souviens très bien d'une rencontre, à l'époque avec Michaëlle JEAN, pendant les Jeux de Londres où j'étais encore athlète. Elle était venue à

notre rencontre au sein du village, on avait partagé un déjeuner au restaurant du village olympique et elle portait cet enthousiasme de montrer que la Francophonie aujourd'hui est un réseau ouvert sur le monde entier et très très fort de cette richesse culturelle. J'avais été frappé par cet enthousiasme. A l'époque il y avait une campagne autour du français, j'adore et c'est vrai que moi j'avais été inspiré à ce moment-là, j'avais eu envie de m'impliquer dans ce projet parce que je sentais combien les jeux olympiques et paralympiques sont une plateforme universelle incroyable et le premier partenaire pour nous c'est la Francophonie.

Avant de vouloir convaincre le monde entier de construire des jeux universels, il faut d'abord que nous soyons convaincus entre nous d'ouvrir ce réseau francophone vers le monde entier et promouvoir vraiment au premier plan notre diversité culturelle.

Alors voilà, je crois que, comme le disait la Maire de Paris à l'instant, les planètes sont alignées parce que dans les six prochaines années, le monde olympique va s'ouvrir au réseau francophone. Puisqu'effectivement dans un peu plus d'un an la Suisse accueillera les Jeux olympiques de la Jeunesse d'hiver, en 2022, c'est le Sénégal et Dakar qui accueilleront les Jeux olympiques de la Jeunesse d'été et à Paris, en 2024 et partout en France, nous accueillerons les Jeux olympiques et paralympiques. Donc je crois qu'il faut vraiment saisir cette opportunité pour la Francophonie de voir comment, pendant six ans, nous utiliserons cette plateforme que sont les Jeux pour, encore une fois, relayer votre richesse culturelle. Nous à Paris 2024, on se sert vraiment au quotidien de cette source d'inspiration. Comme le disait la Maire de Paris à l'instant, nous travaillons avec le relais des réseaux francophones, que ce soit des comités nationaux olympiques ou différentes fédérations internationales pour aller piocher ici ou là, les meilleures pratiques. Je vais vous citer deux exemples qu'on a vraiment envie de développer avec Paris 2024. Le premier consiste à un programme de volontaires internationaux. Il s'agit d'accompagner des jeunes qui ont envie de s'engager dans un mouvement sportif et d'aller accompagner des comités olympiques nationaux dans différents pays du monde pour structurer ce développement du sport et permettre la facilité des échanges entre les différents pays. Et le deuxième exemple, c'est un programme qui là aussi a été développé par le réseau francophone des comités nationaux olympiques et que nous souhaitons développer fortement avec Paris 2024, qui consiste à mettre en place des formations d'entraîneurs francophones qui pourront aller de pays en pays pour accompagner la jeunesse de demain à préparer ces grandes échéances internationales et sportives.

Donc, avec Paris 2024, très simplement et humblement, nous voulions venir ici vous dire combien nous souhaitons vraiment tisser des liens étroits avec l'AIMF et tous ces pays francophones parce que les Jeux de Paris 2024 ne seront réussis que si nous arrivons à travailler ensemble pour aller convaincre le monde entier.

O combien le réseau francophone aujourd'hui est riche de sa diversité !

Merci à tous.



**Charles GOERENS**  
**Ancien Ministre de l'Environnement**  
**Ancien Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire**  
**Ancien Ministre de la Défense du Luxembourg**  
**Député du Luxembourg au Parlement européen**

**Présentation par Pierre BAILLET, Secrétaire permanent**

*Excellences,*

*Mesdames et Messieurs,*

*Luxembourg est l'une des villes fondatrices de l'AIMF.*

*Avec Luxembourg, l'association a mis en œuvre de nombreux projets et plus récemment en Mauritanie, au Sénégal et en Tunisie.*

*Ces partenariats concrets sont essentiels et constituent un des fondements de la diplomatie conduite par les villes.*

*Ce sont ces partenariats qui portent les valeurs de l'Union européenne, la tolérance, le respect de l'état de droit, le respect des droits de l'homme, le respect des minorités et la solidarité, ce ciment du vivre ensemble.*

*Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire, de la Défense, puis de l'Environnement dans le gouvernement conduit par Monsieur Jean-Claude JUNCKER et Madame Lydie POLFER, redevenue Maire de Luxembourg, vous êtes Monsieur Charles GOERENS, Député européen, membre de la Commission des Droits de l'homme. Vous êtes aussi membre de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire des pays ACP-Union européenne.*

*Surtout, vous êtes très engagé en faveur du soutien de l'Union européenne à l'Afrique. Et vous regrettez, comme d'autres, que les Etats peinent à atteindre l'objectif de consacrer 0,7 % de leur richesse nationale à la solidarité internationale.*

*Monsieur le Député....*

**Charles GOERENS, Député européen**

Merci de m'accorder quelques instants.

Vous avez relaté dans vos propos introductifs mes origines luxembourgeoises. Personne n'est parfait. Mais je viens ici avant tout en tant que parlementaire européen pour parler un peu des problèmes que nous pourrions résoudre ensemble et de la valeur ajoutée que pourrait apporter le parlement européen à vos travaux, à vos moyens de coopérer.

Quand on vient du parlement européen et on se trouve dans cette salle, on remarque quand même une sacrée différence. Au parlement européen je rencontre des collègues qui parlent 24 langues officielles. Ici, vous venez des quatre coins du monde et une seule langue vous suffit pour vous faire comprendre.

Donc c'est cela la force de la Francophonie C'est cela la force de l'AIMF. Et je rends hommage à Madame la Présidente de l'AIMF, Madame HIDALGO, et aussi à la Maire de Lille. Je ne vous connais pas personnellement, mais pour rien au monde je ne raterai une de vos interventions à France Inter ou à RTL lorsque vous êtes mises sur le grill par des journalistes qui, bien entendu sont exigeants et vos réponses sont toujours pour moi des repères et des sources d'inspiration très importantes. Je connais moins la ministre des Sports, je ne voudrais pas vous faire de compliment vide, mais si vous m'invitez dans dix ans, je pourrai, j'espère, dire autant de vous.

Aussi, dans ma biographie, avez-vous souligné le fait que j'ai été en charge de la Coopération au développement sous le gouvernement JUNCKER et le premier voyage en Afrique a eu lieu en 2000. J'entre dans le Palais, je ne vais pas citer de pays. Le Président de ce pays me reçoit et il engage une discussion

sur le développement de son pays. Il venait juste d'être élu. Et il me dit, voilà, je viens d'être élu à la tête d'un Etat corrompu. Mon Etat est corrompu parce que mes fonctionnaires sont corrompus. Mes fonctionnaires sont corrompus parce que je les paie mal. Je les paie mal parce qu'il n'y a rien dans le budget. Il n'y a rien dans le budget parce qu'on ne paie pas suffisamment d'impôt. On ne paie pas suffisamment d'impôt parce que l'économie tourne mal. L'économie tourne mal parce que personne ne vient investir et comme j'ai beaucoup d'amis français, lorsque je leur demande de venir investir dans mon pays, ils me disent je viendrai investir lorsque votre pays cessera d'être corrompu. Ensuite il m'a dit alors aidez-moi. Je crois que c'est le cœur de ce que nous discutons aujourd'hui. Aidez-moi à transformer ce cercle vicieux en cercle vertueux.

Ensuite s'engage une discussion d'une heure et la conclusion que nous avons tirée tous les deux de cette rencontre, c'était, il faut commencer quelque part.

Et si vous avez un pays où le chef de l'Etat contrôle tout juste sa capitale et encore, il pourrait être ici comme chef d'Etat à la conférence de l'AIMF parce qu'il ne contrôle rien d'autre que la capitale. Il dit et qu'est-ce qu'on fait dans la partie orientale. Vous avez tous remarqué que je parle du Congo. La partie orientale dans laquelle œuvre le prix Nobel de la paix Docteur MUKWEGE. L'Etat n'est pas présent. Il n'y a pas cet encadrement dont ont besoin les entreprises pour venir investir.

Et c'est là que revient tout l'honneur et toutes les attentes, au secteur non étatique. Au secteur de la coopération décentralisée. Qui sont ces acteurs ? Parmi les acteurs du développement, nous connaissons bien entendu l'Union européenne qui va investir dans les années 2021 à 2027, environ 90 milliards d'euros dans les relations extérieures, dont 92 % selon les propositions de la Commission sous forme d'aide à la coopération au développement. C'est pas mal. On reste le premier acteur mondial de développement et je crois que c'est bien ainsi. S'ajoute à cela les contributions de 28 Etats membres. Bientôt 27, mais pour l'heure actuelle, encore 28, pour arriver à quelque chose autour de 4,5 à 5 % d'aide publique au développement par rapport au produit intérieur brut. Ce n'est pas mal, mais on pourrait mieux faire.

Cela fait 40 ans que l'on renouvelle la promesse des 0,7 %. 40 ans ! C'est l'Arlésienne, l'événement toujours annoncé et qui ne se produit jamais. Au parlement européen, on est plusieurs à être vraiment en colère. Pourquoi continuer à décevoir nos interlocuteurs alors que nous pourrions beaucoup mieux faire ? Il suffirait simplement de tenir la parole donnée au début des années 70. Le parlement européen vient de me confier avec trois autres co-rapporteurs le rapport sur l'instrument de financement unique des relations extérieures. On va fusionner une bonne dizaine d'instruments pour en faire un seul, pour ajouter à la flexibilité. Pour permettre d'être à la commission d'être plus rapide dans ses actions parce que les attentes, on le sait, sont gigantesques. Pratiquement le monde entier reste à reconstruire. Et je n'irai pas jusqu'à séparer le monde en deux parties, le monde développé et le monde en développement, nous sommes selon la terminologie des Nations unies et les termes de la résolution qui a été pratiquement adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations unies en 2015, nous sommes tous des pays en développement. Parce que nous aurons tous à faire face aux objectifs du développement durable. Et parmi ces objectifs, il y en a au moins une dizaine qui vous intéressent directement. Et Madame HIDALGO et aussi Madame AUBRY viennent d'en parler.

La coopération au développement, ce n'est pas seulement un dialogue entre chefs d'Etat, entre Président de la Commission, ou Commissaire ou autre représentant responsable pour la politique extérieure. Bien entendu, ils ont un mot à dire, bien entendu ils doivent s'entendre sur un cadre bien déterminé, mais ce qu'il faut faire c'est faire vivre ce qui est à l'intérieur de cet encadrement. Et parmi les interventions qui sont absolument indispensables, et c'est là-dessus qu'a continué notre discussion, avec le chef d'Etat africain qui m'avait si gentiment reçu, et qui m'avait parlé des qualités de son Etat, on s'est dit mais dans la partie orientale du Congo, par exemple, pour ne citer que cet exemple, si on ne peut rien attendre dans

l'immédiat du sommet, essayons de donner un coup de main à la base.

Il y a des femmes extrêmement courageuses, pleines d'initiatives qui arrivent à éduquer leurs enfants. Ça mériterait la plus haute distinction honorifique. Dans cet environnement-là, réussir l'éducation de ses enfants, c'est déjà quelque chose d'exemplaire. Il y en a qui par-dessus tout arrive aussi à créer leur petite entreprise. Il y en a aussi qui veulent investir dans le plus grand. Le problème c'est qu'elles sont menacées de toute part. La corruption présente ronge pratiquement tous les gains de leur travail. Alors ce qu'il faut faire s'est essayer de créer quelques îlots. Quelques îlots de bonne gouvernance. Et c'est là que revient tout le rôle aux acteurs décentralisés, les ONG, une ONG qui marche, qui crée, qui construit une école. Ça c'est un pilier de gouvernance. Une mairie jumelée avec une autre mairie, c'est un pilier de gouvernance si elles arrivent à s'entendre sur un échange de bonnes pratiques. Et je crois que si cela n'existait pas encore, l'AIMF, si je peux vous faire cette suggestion, pourrait s'entendre sur une charte évoquant les principes essentiels d'une bonne coopération.

Il y a des maires, qui dans un océan de corruption, arrivent à sécuriser leur ville dans le sens d'avoir à la fin de leurs efforts une bonne gouvernance, digne de ce nom. C'est sur ces piliers que pourront construire les générations à venir, une gouvernance qui tient la route et qui serait finalement respectée par les chefs d'Etat de nos partenariats.

Voilà, la discussion s'est terminée là-dessus. Et pour moi, cette discussion a été une réflexion et une source d'inspiration permanente dans toute l'action politique que j'ai menée dans le cadre de la coopération au développement.

Vous arriverez à faire bouger des lignes si vous utilisez toutes les possibilités qui vous sont offertes par le cadre européen et par le cadre des 27 ou 28 Etats membres de l'Union européenne.

L'objectif n° 11 des objectifs pour le développement durable prévoit notamment d'avoir in fine des cités où il est bon de vivre. Et là vous pouvez attendre des choses de vos partenariats avec la France, avec le Luxembourg, avec la Belgique, avec tous les pays francophones et nous aussi, en retour, nous pourrions apprendre des choses. Parce que dites-moi comment on pourrait construire 200 écoles primaires, une vingtaine de lycées tous les ans, et une université tous les trois ans, si vous habitez dans une ville dont la population augmenterait de 300.000 tous les ans ? En Europe, on n'a pas encore de référence, on n'a pas encore d'expérience prouvant que c'est possible. Et on attend que l'Afrique le fasse. On attend que les pays en développement le fassent. Alors c'est à nous de leur donner un coup de main. C'est à nous d'échanger les bonnes pratiques.

Et pour terminer je ferai référence à une coopération qui s'est instaurée au début des années 2000 entre des villes européennes et des villes d'Outre-Mer dans le cadre du programme ESTHER : Ensemble pour la solidarité thérapeutique hospitalière en réseau. De quoi s'agit-il. ? Il s'agissait de mettre en commun deux municipalités, pour échanger des expériences, des expertises dans le cadre de la lutte contre le sida, la malaria et la tuberculose. Et on est arrivé à faire des choses quand même extraordinaires, parce que, souvenez-vous au début des années 2000, on disait il ne faut pas se lancer dans la thérapie des malades du sida parce que cela coûte trop cher. Cela coûte 10.000 dollars par patient et par an. Et on s'est dit, à plusieurs, et j'ai eu le privilège de pouvoir accompagner Bernard KOUCHNER dans cet exercice, pour quelle raison ne ferait-on rien au motif que l'on ne peut pas faire tout en même temps ? Si c'est trop cher cela finira par avoir un coût acceptable.

Aujourd'hui, grâce à ces efforts, et aussi grâce à d'autres efforts on a réussi à obtenir un traitement dont le coût de la médication est inférieur à 100 dollars par patient et par an. Donc on a réussi à diviser le coût par 100. Une raison de plus pour ne pas céder à la fatalité. C'est à nous de retrousser les manches

et je compte beaucoup sur vous pour être dépositaire de vos initiatives et je me ferai un honneur pour les accompagner au niveau du parlement européen, qui je l'espère, va donner son accord, je n'en doute pas un seul instant, à cette démarche.

Je vous remercie de votre attention.

**Adama OUANE**

**Administrateur de l'Organisation Internationale la Francophonie**  
**Ancien Ministre de l'Education, de l'Alphabétisation et de la Promotion**  
**des langues nationales du Mali**

**Présentation par Pierre BAILLET, Secrétaire permanent**

*Enfant de Bandiagara et du beau pays Dogon, Monsieur le Ministre, Monsieur l'Administrateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie, Monsieur le Professeur,  
La linguistique a été et reste votre domaine d'excellence. Le bambara, le français, l'anglais, le russe, l'allemand, n'ont pas de secret pour vous. Vous jouez avec les mots. Vous êtes l'expression de cette francophonie ouverte sur le monde. Cette normalité du multilinguisme, vous l'avez exprimée dans un livre « Vers une culture multilingue de l'éducation ». Mais, avec la Francophonie et notamment avec l'AIMF, vous êtes devenu un ardent défenseur de la coopération décentralisée et du rôle des élus locaux dans l'essor de la Francophonie.  
Monsieur Adama OUANE...*

**Adama OUANE, Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie**

Madame la Présidente de l'Association internationale des maires de la Francophonie,  
Madame la Maire de Lille,  
Madame la Ministre des Sports,  
Monsieur le Président de Paris 2024,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Monsieur le Député européen,  
Mesdames et Messieurs les Maires,  
Monsieur le Secrétaire permanent de l'Association internationale des maires francophones,  
Monsieur le Secrétaire général de la Conférence des Ministres de la Francophonie chargés de la Jeunesse et des Sports,  
Distingués invités,  
Chers Amis de Molière et de la Francophonie,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier chaleureusement, au nom de Son Excellence Madame Michaëlle JEAN, pour l'occasion que vous nous offrez aujourd'hui de nous exprimer devant vous, à l'occasion de ce grand congrès.

Retenue à Paris, Madame la Secrétaire générale de la Francophonie m'a demandé de m'adresser à vous ici en son nom. Ce faisant, elle a souhaité vous témoigner tout son attachement à notre coopération et toute sa gratitude pour le chemin parcouru ensemble, au cours de ces quatre dernières années.

Votre association, votre vaste réseau d'acteurs de terrain et de grande proximité occupe une place centrale au sein de la famille francophone. Je dis cela tout d'abord, parce qu'en sa qualité d'opérateur direct de la Francophonie, l'AIMF a tout naturellement contribué très activement à la mise en œuvre des trois importantes stratégies de la Francophonie. La stratégie jeunesse, la stratégie numérique et la stratégie économique adoptées lors du quatorzième et du quinzième sommets de la Francophonie, à Kinshasa et à Dakar. Elle a également joué un rôle majeur dans la mise en œuvre de la politique intégrée de promotion de la langue française adoptée en 2010.

Je note également que nos réflexions et nos actions communes se rejoignent inexorablement lorsqu'il s'agit de protéger les droits de l'homme et les libertés, de nous engager ensemble en faveur d'une éducation de qualité, ainsi que de faire progresser le concept de villes intelligentes, ou encore de rendre effectifs nos projets respectifs d'approfondissement de la décentralisation et de renforcement des constructions régionales. Une œuvre commune sur laquelle Madame la Secrétaire générale de la Francophonie s'est longuement exprimée, il y a trois semaines, lors du dix-septième sommet de la Francophonie à Erevan et pour laquelle elle m'a demandé de vous renouveler ses plus vifs remerciements.

Deux jours durant, les chefs d'Etat et de gouvernements francophones ont débattu des grands enjeux mondiaux et de la contribution de la Francophonie pour y répondre notamment autour de la question du vivre ensemble qui constituait la thématique principale de leurs travaux.

Le vivre ensemble, une valeur fondamentale pour la grande famille francophone qui s'est élargie à l'issue du sommet. La Gambie, l'Irlande, Malte et la Louisiane viennent d'adhérer à l'Organisation internationale de la Francophonie, avec le statut d'observateurs, tandis que les Emirats arabes unis, le Kosovo et la Serbie passent du statut d'observateurs à celui de membres associés. L'OIF compte désormais 88 Etats et gouvernements dont 54 membres, 7 membres associés, et 27 pays observateurs.

Les chefs d'Etat ont aussi adopté plusieurs textes à l'élaboration desquels l'AIMF a activement participé. Je pense en particulier à la Déclaration d'Erevan, à l'appel d'Erevan pour le vivre ensemble, à la stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi qu'à une série de résolutions sur des thèmes aussi divers que la consolidation de la paix et des droits de l'homme, la culture, l'éducation, la citoyenneté ou les maladies tropicales négligées.

Le sommet a également entériné entre autres le budget et la programmation de l'AUF pour la période 2019-2022, ainsi que la création de bureaux régionaux pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, respectivement à Tunis et à Beyrouth.

A l'occasion du Forum économique organisé en marge du sommet, un réseau des ministres numériques a été créé. Enfin, la Francophonie sera conduite par une nouvelle secrétaire générale, Madame Louise MUSHIKWABO, jusqu'alors Ministre des Affaires étrangères du Rwanda. Sa prise de fonction sera effective début janvier 2019.

Mesdames et Messieurs, au cours des débats de haut niveau, les enjeux actuels de la démocratie locale ont été aussi abordés. Nous en ressortons avec la conviction que l'AIMF et chacun de ses membres doivent bénéficier demain, d'une attention et d'un appui accru de la part de l'ensemble de nos Etats et gouvernements afin d'accomplir son inestimable mission dans un contexte, chaque jour plus complexe et sensible.

Plus que jamais, nous sommes conscients des conditions de fragilité dans lesquelles, Mesdames et Messieurs les Maires, vous devez quotidiennement exercer votre mandat. L'instabilité juridique liée à l'absence fréquente de dispositifs législatifs relatifs aux critères de création de collectivités territoriales ou l'inexistence d'un statut des maires. L'instabilité institutionnelle provoquée par des soubresauts des politiques de décentralisation et l'inadéquation fréquente avec les moyens financiers et humains qui les accompagnent. L'instabilité politique et sociétale qui vous fait face au quotidien dans un rapport des plus directs, lorsqu'en plus d'assumer la gestion quotidienne de votre ville, vous devrez répondre tout à la fois aux risques de radicalisations violentes, à des actes terroristes, à une crise sanitaire ou climatique, ou encore, à l'arrivée dans votre commune de migrants en quête d'un temps, plus ou moins long, de répit et d'humanité. A tout cela, vous n'avez généralement été ni préparés, ni formés. Ce qui vous expose à des risques juridiques, politiques et communicationnels majeurs. Ces risques ont déjà produit leurs tristes

effets. Plusieurs d'entre vous ont déjà été tentés de renoncer à leur mandat. Vous êtes pourtant, quotidiennement, ce point de passage de médiation et d'intermédiation absolue, indispensable entre l'ensemble de nos concitoyens et les autorités nationales et internationales.

Au-delà des enjeux difficiles auxquels vous êtes confrontés, votre fonction est en effet des plus précieuses, car elle vous permet de détecter des femmes et des hommes de talent. Elle vous permet de repérer et de donner corps avec la plus grande vigueur aux projets innovants et porteurs de développement. Elle vous permet de créer du lien social pour nourrir notre aspiration à vivre ensemble dans l'écoute, le partage, la fraternité, la diversité et de bâtir pacifiquement notre destinée commune. Je me réjouis d'ailleurs que cet aspect de votre mission trouve un écho tout particulier dans le cadre de votre congrès de demain, au travers de la thématique : Ville et sport au service du développement et du mieux vivre ensemble, que vous avez retenu.

Mesdames et Messieurs les Maires,

Vous êtes pour nous le maillon indispensable de cette francophonie des peuples que Michaëlle JEAN s'est attachée à soutenir tout au long de son mandat et qui révèle chaque jour davantage sa vitalité.

L'AIMF est un catalyseur d'énergie et de créativité dont le politique doit prendre la pleine mesure. Il est donc pour nous évident que votre engagement, que votre action, doivent être davantage accompagnés protégés et sécurisés, car ils impactent directement nos territoires, mais aussi nos Etats et nos relations interétatiques et surtout, les conditions de vie et d'émancipation de nos populations.

A l'heure où le multilatéralisme est bafoué par le retour des nationalismes et la montée des populismes, votre puissant réseau est notre souffle vital, car il permet ce lien entre le politique et les peuples. Or, sans le soutien des peuples, les institutions sont inexorablement condamnées. J'appelle donc nos Etats et gouvernements à se saisir tout particulièrement et avec une vigueur renouvelée, d'un accompagnement législatif, et d'une sécurisation juridique de vos mandats et activités d'une rythmisation du dialogue entre les Etats et les collectivités avec vue d'une modernisation des modes de gouvernance et d'un appui au renforcement de vos capacités.

Au nom de la Francophonie, au nom de ce que nous avons accompli ensemble et à l'estime du chemin qui nous reste à parcourir, sachez pouvoir compter sur notre indéfectible soutien et notre infinie gratitude.

Je vous remercie.



**Présentation par Pierre BAILLET, Secrétaire permanent**

*Madame la Ministre,*

*Un long chemin depuis la Roumanie, puis l'Algérie, puis Marseille, puis Blois et enfin Mulhouse.*

*Française depuis 1991, première championne du monde française de natation sur le 200 mètres dos à Perth en 1998.*

*Une belle fierté pour les vôtres et pour vous, réfugiée roumaine.*

*Médaillée aux Jeux olympiques de Sydney en 2000, plusieurs fois championne d'Europe engagée socialement et politiquement, vous avez été élue locale d'Ile de France aux côtés de Jean-Paul HUCHON.*

*Avec Tony ESTANGUET, vous prenez part au programme « Bien manger, c'est bien joué » de la Fondation du Sport et dans le cadre d'une mission interministérielle.*

*Vous avez participé à une réflexion sur la formation à la nage dans les écoles primaires, car vous y étiez sensible. Le nombre de noyades chez les jeunes enfants vous interpellait.*

*Madame la Ministre...*

**Allocution de Madame Roxana MARACINEANU, Ministre des Sports**

Madame AUBRY, qui a dû s'excuser pour une urgence,

Madame la Maire de Paris, chère Anne,

Monsieur le Président du comité d'organisation des Jeux de Paris, cher Tony,

Monsieur le Député européen,

Monsieur le Représentant de l'OIF,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs,

Je suis particulièrement heureuse d'être avec vous aujourd'hui et de prendre la parole au nom du gouvernement français à l'occasion de cette Assemblée générale de l'Association internationale des maires francophones et du congrès qui va s'ouvrir aujourd'hui.

Je tiens à remercier Madame la Maire de Lille qui accueille cette année ce grand événement et Madame la Maire de Paris, pour son implication sans faille en tant que Présidente de l'AIMF.

Je suis particulièrement heureuse d'être avec vous aujourd'hui, vous vous en doutez, également en raison du choix fait cette année par l'AIMF, ce choix de s'intéresser à la manière dont le sport s'inscrit dans les territoires francophones et ce, à double titre. Vous l'avez dit, ce qui vous unit aujourd'hui, l'amour de la langue française, me touche évidemment parce que ce n'est pas ma langue maternelle et c'est par le fait de l'avoir apprise à 9 ans, ce qui m'a fait découvrir et comprendre mon histoire personnelle, celle de ma famille, mais aussi la France, ce pays qui m'a accueillie à ce moment particulier de ma vie. Cette déclinaison territoriale aussi du sport qui se trouve être 5 ans avant les Jeux olympiques, à l'aune de l'action de notre ministère des Sports puisque la réforme que je porte est justement cette déclinaison territoriale du sport qui va aller depuis le ministère vers les régions, vers les départements et vers les villes. En effet le sport, et plus généralement la promotion de l'activité physique en général, sont désormais des missions de service public assumées en grande partie par les villes. Les villes pour lesquelles le sport se place en retour comme un vecteur de développement. Favorisant la cohésion sociale, l'intégration, la réduction des inégalités, l'amélioration de la santé, le sport est un enjeu majeur du vivre ensemble au sein des territoires et particulièrement des communes et il contribue à la conduite de leurs

missions essentielles.

L'aménagement du territoire, en particulier dans les espaces urbains passe aussi par le sport. Nous le savons depuis longtemps, l'accueil des grands événements sportifs internationaux est un outil de développement du territoire qui permet d'accélérer ou d'intensifier les investissements publics ou privés dans les infrastructures. La dimension économique du sport est ainsi une réalité et je dirai même une opportunité à saisir pour les villes. Les effets indirects du sport et en particulier des grands événements sur l'innovation sont également incontestables pour les acteurs de l'écosystème du sport, mais aussi pour tous les acteurs, pour tous les autres acteurs impliqués dans ces grands événements.

En tant que ministre des Sports, je crois beaucoup à la coopération. Coopérer, c'est faire ensemble. C'est coconstruire, diffuser dans la société une culture du sport qui sert le sport et qui sert la société. C'est pourquoi je crois plus que tout au partage des bonnes pratiques, à l'échange d'expériences, à la mutualisation des savoirs de chacun.

Qui mieux que les réseaux d'acteurs locaux que sont les associations de villes pour porter cette dynamique ? En plus de créer des liens, des amitiés, des synergies du nord au sud, cette mise en réseau permet de démultiplier les compétences, de brasser les idées nouvelles et d'encourager les innovations. Votre association ne s'y est pas trompée. A la fois outil et enjeu de développement, le sport est une formidable matière à réflexion et à débat. A la fois outil et enjeu de développement, le sport est de tous les combats de la Francophonie. Il est un vecteur d'émancipation des femmes et le travail de l'AIMF peut d'ailleurs être replacé dans le cadre plus général de la stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles, adoptée lors du dix-septième Sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Erevan il y a quelques jours. Le sport est un instrument de lutte contre la radicalisation autre grand combat de la Francophonie, avec la mise en place récente d'un réseau francophone de prévention de la radicalisation. Par ailleurs, le lien indéfectible entre sport et jeunesse en fait par essence une problématique au cœur des actions de la Francophonie. En effet le sport fait partie intégrante des politiques en faveur de la jeunesse dans la mesure où il permet aux jeunes de s'inscrire dans un parcours d'éducation de respect des autres, de respect des règles en allant chercher les compétences, les qualités, le talent en chacun d'entre nous, il est source de reconnaissance pour l'individu et lui permet de mieux circonscrire sa place dans le groupe et au-delà, dans la société. Il est parfois source de promotion sociale, mais il est à coup sûr, source de promotion individuelle, comme le disais Madame AUBRY, de soi par rapport à soi.

Enfin, la dimension universelle du sport et les valeurs qu'il véhicule sont un axe essentiel pour la promotion du vivre ensemble qui est au cœur des préoccupations de l'Organisation internationale de la Francophonie. Et je suis heureuse d'être devant vous aujourd'hui et de pouvoir rappeler l'attachement de la France à la Francophonie, à la place de l'Afrique, à la jeunesse et au développement par le sport. Comme l'a d'ailleurs rappelé le Président de la République dans son discours à Ouagadougou, la France souhaite particulièrement s'investir dans la formation des sportifs africains, dans la perspective des Jeux olympiques de 2024, afin de valoriser l'excellence sportive africaine.

A l'occasion de cette Assemblée générale de l'AIMF, je veux assurer du soutien plein et entier du ministère des Sports et du gouvernement français, à l'ensemble des instances et des institutions de la Francophonie œuvrant dans le domaine sportif. Je pense bien sûr à la CONFEJES qui met en œuvre des programmes d'actions en faveur des jeunes sportifs francophones des pays du sud, et organise de nombreuses manifestations comme la conférence à venir sur la relance de l'éducation physique et sportive dans les différents ordres d'enseignement des Etats et gouvernements membres de la Francophonie. Je suis moi-même impliquée activement dans l'enseignement, le primo apprentissage de la natation dès le plus jeune âge. Je pense aussi au comité international des Jeux de la Francophonie, ce bel événement sportif et

culturel qui met en avant les talents de la jeunesse francophone. Je tiens d'ailleurs à féliciter la Côte d'Ivoire pour la réussite des derniers jeux, et à adresser tous nos vœux de réussite au Nouveau Brunswick pour la préparation des prochains jeux en 2021. Et je n'oublie pas le grand témoin de la Francophonie qui veille au bon usage de notre langue commune en tant que langue olympique officielle et je salue à cette occasion le travail effectué par Flore PELLERIN, lors des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de Pyeongchang en 2018.

Mesdames et Messieurs,

Je ne serai pas plus longue. Je suis très heureuse d'avoir pu participer à cette séance solennelle d'ouverture. Je suis convaincue que les instruments de la Francophonie et de l'AIMF sont un formidable levier de partage, de connaissances, d'expériences et d'innovations, y compris en matière sportive et je suis heureuse que votre congrès soit l'occasion d'une belle mise en lumière du sport comme vecteur de lien social, de cohésion et de mieux vivre ensemble au sein de nos sociétés

Je vous remercie.





38<sup>ÈME</sup> CONGRÈS DE L' AIMF

## Prix de la Femme francophone 2018

#AIMF2018 @AIMFrancophones

***Présentation du Prix de la Femme Francophone 2018 par Pierre BAILLET, Secrétaire permanent***

*Madame la Ministre,*

*Une tradition est en train de naître à l'AIMF, celle d'honorer les femmes qui ont fait beaucoup, qui ont fait énormément pour leur pays, pour leur ville. Nous avons commencé l'an dernier et nous poursuivons aujourd'hui avec deux personnes, l'une, Félicité RWEMARIKA, qui a fait énormément pour son pays meurtri, le Rwanda, à travers le sport, en développant le football féminin, démarche qui a été une source de rassemblement, de rapprochement des communautés dans son pays et qui est honorée pour cela et qui représente bien le comité olympique du Rwanda. Et puis Azza BESBES, qui est une championne olympique, qui est une icône dans son pays, qui milite beaucoup dans la société civile, au sein de la Kasbah de Tunis et ailleurs, pour intégrer les jeunes dans la vie professionnelle. Donc, le Bureau, ce matin, unanime, a décidé d'honorer ces deux femmes pour ce qu'elles ont fait et ce qu'elles sont disposées à faire.*



**Félicité RWEMARIKA**

**Fondatrice du réseau de football féminin rwandais, Fondatrice d'AKWOS  
Association en charge du développement de la femme par le sport**

Madame la Ministre des Sport,  
Mesdames et Messieurs les Ministres ici présents,  
Mesdames, Messieurs les Maires,  
Chers participants au congrès,

Je suis sincèrement très heureuse de pouvoir saluer toutes les initiatives prises par l'AIMF en cette journée de novembre à Lille.

La première initiative est d'avoir incité les Maires du monde francophone à parler de sport : c'est là un geste politique très fort car le sport apprend à être à l'écoute des autres. Il est un mode de gouvernement essentiel quand on est Maire.

La seconde initiative est le message fort que vous portez vers l'international en faveur des femmes leaders. Vous avez fait le choix, cette année, d'honorer des femmes pour symboliser votre engagement en faveur du sport. Il est vraiment très judicieux d'associer femme, sport et leadership. Un immense « Bravo » pour cela et merci à vous toutes et à vous tous pour la marque d'affection que vous avez bien voulu me témoigner.

Merci à la Présidente de l'AIMF, Madame la Maire de Paris, d'avoir orienté la réflexion de l'AIMF en ce sens.

Votre combat rejoint celui de toutes celles qui, à des degrés divers, ont joué un rôle pour que la place de la femme dans le sport soit connue, reconnue et soutenue.

Mes amis, le sport, sa place, avec ses valeurs, ne sont pas des acquis. Pas plus que le vivre ensemble.

Le sport demande un accompagnement citoyen, un parcours éducatif, professionnel, avec des choix, une maîtrise des complexités locales, que seul un Maire peu résoudre.

Le sport, comme l'école, doit être cet espace de vie commune où l'on peut éduquer pour mieux lutter contre le racisme ou l'homophobie, pour mieux comprendre ce qu'est le dépassement de soi, l'esprit d'équipe, l'entraide, le respect de l'autre et d'abord celui des femmes.

Mesdames et Messieurs les Maires,

Vous ne pouvez mesurer mon bonheur d'avoir réussi à développer le football féminin dans mon cher pays et à présent en Afrique. Ce sont autant d'espérances bien visibles, concrètes, pour toutes nos amies qui nous regardent et pour qui nous sommes la preuve de notre capacité à résister, à nous débarrasser de bien des habitudes de vie qui nous empêchent de mieux exprimer notre force au service de la société.

Nous, les mères de famille, nous savons la force du sport sur nos enfants. Les sociétés commerciales l'ont compris puisque le port de vêtements de marques sportives est utilisé pour masquer les différences sociales.

Les sociétés événementielles ont aussi compris combien étaient lucratives l'organisation d'événements sportifs.

Messieurs les Maires,

Loin de moi l'idée de faire ici un plaidoyer. Mais, suivez ce mouvement en faisant du sport un domaine de votre politique pour la ville. Favorisez le rapprochement entre le sport de haut niveau et les sports populaires. Permettez aux associations et aux clubs de quartier de s'approprier l'espace public, une à deux fois par mois, comme cela se fait par exemple à Kigali.

Demandez à vos urbanistes de faire de vos villes, des villes ouvertes, avec des espaces pour que nos jeunes se réapproprient les quartiers de manière ludique.

Offrez-leur la possibilité de faire du jogging, du roller, du skate, en toute sécurité.

En toute sécurité car c'est là notre Droit à la ville.

Vous y gagnerez en considération et en reconnaissance internationale.

Alors, bravo à l'AIMF d'avoir lancé ce débat essentiel pour l'avenir des villes.

Et merci d'avoir choisi des femmes pour porter ce message car les femmes, plus que tout autre, ont conscience de ce qu'est le Droit à la ville, le nôtre, celui de nos enfants.

Je vous remercie.

**Azza BESBES**  
**Escrimeuse tunisienne**  
**aux multiples médailles d'or, d'argent et de bronze**

Mesdames et Messieurs les Maires des Villes Francophones,

Nous, sportifs de tous âges et de toutes disciplines,

Nous sommes avec vous, pour préserver l'espace public et pour le valoriser avec la culture du sport.

Nous sommes avec vous pour faciliter la bonne entente entre les communautés qui composent la ville.

Nous sommes avec vous pour participer à l'intégration des migrants et pour mettre en œuvre vos politiques de mixité sociale.

Nous sommes avec vous pour être l'un des fondements de la participation citoyenne au service d'un mieux vivre ensemble.

Nous sommes avec vous pour lutter contre l'indifférence, les discriminations, les préjugés et l'absence de sens civique.

Nous sommes avec vous pour soutenir la lutte contre les discriminations et contre la délinquance.

Nous sommes avec vous pour lutter contre le dopage et toutes formes d'addiction.

Dans les banlieues oubliées, dans les quartiers informels des métropoles, ces territoires d'où sont nés des champions, des grands champions, nous sommes présents.

Alors, aidez-nous !

Aidez-nous au nom des réalités que nous représentons.

Reconnaissez nos clubs et associations sportifs pour qu'ils sortent de la précarité.

Reconnaissez nos éducateurs, nos entraîneurs et acteurs de proximité pour que leur engagement bénévole soit reconnu et que la diversité des métiers du sport soit mieux prise en compte.

Mobilisez les partenaires publics et privés pour que nos exploits deviennent leur fierté.

Offrez-nous toujours plus d'espaces publics dédiés au sport et à l'épanouissement de nos espérances.

Soutenez-nous dans l'organisation d'événements, de manifestations, de fêtes, pour faire mieux connaître la diversité des sports.

Parlez de nous dans vos conseils municipaux, dans vos discours.

Car nous voulons être la solution aux problèmes de gouvernance de la ville, pour promouvoir une meilleure santé pour tous, pour plus d'égalité, pour plus de paix civile, pour plus d'ouverture, pour plus de culture du développement.

Je ne voudrais pas terminer mon message sans Monsieur Pierre BAILLET pour l'opportunité qu'il m'a permis d'avoir en m'invitant avec lui au voyage organisé au Rwanda pour une mission au mois d'août et de voir l'importance du sport dans l'inclusion sociale et dans la cohésion, surtout après le génocide subi il y a 25 ans.

Je voudrais aussi que tous les présents dans cette salle retransmettent ce message, je crois que Madame la Ministre et Tony ESTANGUET savent de quoi je parle. Même si nous sommes sportifs de haut niveau, nous sommes aussi des gens intelligents, nous savons réfléchir, nous avons une bonne réflexion. Je suis vice-championne du monde en escrime, mais je suis aussi ingénieure. J'ai fait l'école de commerce au FCP Europe et je suis actuellement consultante dans un grand cabinet d'audits et de conseils financiers. Tout cela en parallèle avec le sport que je pratique et la préparation des Jeux olympiques de Tokyo en 2020.

Les gens me demandent souvent : comment faites-vous ? Je crois que vous connaissez la réponse. Quand on est sportif de haut niveau, on a une hygiène de vie. Je ne suis pas née championne, je ne suis pas née ingénieure, ni consultante en finances. Par contre, grâce au sport, j'ai pu me forger un caractère, j'ai pu avoir la détermination pour faire ce que je voulais, et surtout, le sport m'a inculquée des valeurs que l'école ne m'a pas forcément permis d'apprendre, des valeurs que j'ai pu toucher du doigt, que j'ai pu comprendre concrètement, qui sont le respect, le respect de soi, mais aussi celui de son adversaire, la tolérance, le dépassement de soi et la détermination.

Donc, à vous tous, Mesdames et Messieurs, qui êtes ici, je vous demande de considérer les sportifs de haut niveau, de considérer la pratique de sport dans toutes vos communes. Parce que grâce au sport, on peut diminuer la délinquance, et on va aider les sociétés pour une meilleure cohésion sociale.

Merci.



38<sup>ÈME</sup> CONGRÈS DE L' AIMF

# 38<sup>ème</sup> ASSEMBLEE GENERALE

#AIMF2018 @AIMFrancophones



La séance a débuté à 15 h 30 à Lille Grand Palais, dans l’amphithéâtre Pasteur.

La Présidente de l’AIMF, Madame Anne HIDALGO, ayant été empêchée, la présidence de séance est assurée par le Gouverneur d’Abidjan, Vice-Président de l’AIMF, Monsieur Robert Beugré MAMBE. Il salue et félicite les maires et mairesses nouvellement élu(e)s.

## 1. Mise à jour de la liste des membres depuis la dernière Assemblée générale

Liste établie au 10 octobre 2018, en fonction des informations transmises par les villes

### Villes

- ✓ **BANDUNDU**, Rép. dém. du Congo, M. Ephraïm Kinda Abuya, Maire, a remplacé Mme Lola Masikini Zozo
- ✓ **BATTAMBANG**, Cambodge, M. Rattanak Nguon, Gouverneur, a remplacé M. Chan Sophal
- ✓ **BIZERTE**, Tunisie, M. Kamel Ben Amara, Maire, a remplacé M. Mohamed Riadh Lazzem, qui a succédé à M. Hamadi Ben Amor, qui avait remplacé M. Mohamed Riadh Lazzem
- ✓ **BRAZZAVILLE**, Congo, M. Christian Roger Okemba, Maire, a remplacé M. Hugues Ngouelondele
- ✓ **BRUXELLES**, Belgique, M. Philippe Close, Bourgmestre, a remplacé M. Yvan Mayeur
- ✓ **BUKAVU**, Rép. dém. du Congo, M. Bilubi Ulengabu, Maire, a remplacé M. Philémon Lutombo Yogolelo
- ✓ **BUTEMBO**, Rép. dém. du Congo, M. Silvain Mbusa Kanyamanda, Maire, a remplacé M. Théodore Sikuly' Uvasaka Makala
- ✓ **BYBLOS**, Liban, M. Wissam Zaarour, Président du Conseil municipal, a remplacé M. Ziad Halim Hawat
- ✓ **CARTHAGE**, Tunisie, Mme Hayet Bayoudh, Maire, a remplacé M. Housseem Ben Sghaier
- ✓ **CUREPIPE**, Ile Maurice, M. Berty Hans Margueritte, Maire, a remplacé Mme Marie Noëlle Doris Sybille Lolocho
- ✓ **DAKAR**, Sénégal, Mme Soham El Wardini, Maire a remplacé M. Khalifa Ababacar Sall
- ✓ **DOLISIE**, Congo, M. Ghislain Rodrigue Nguimbi Makosso, Maire, a remplacé M. Yves Fernand Diokouandi
- ✓ **EREVAN**, Arménie, M. Hayk Maroutian, Maire, a remplacé M. Taron Margarian
- ✓ **GAFSA**, Tunisie, M. Helmi El Heni, Maire, a remplacé M. Mohamed Zine Elabidine Mabrouki, qui a succédé à M. Mohamed Zine Elabidine Mabrouki, qui avait remplacé M. Hatem Jebabli
- ✓ **GENEVE**, Suisse, M. Sami Kanaan, Maire, a remplacé M. Rémy Pagani
- ✓ **GOMA**, Rép. Dém. du Congo, M. Muissa Tsiese, Maire, a remplacé M. Dieudonné Malere Ma-Mitcho
- ✓ **KAMPOT**, Cambodge, M. Cheav Tay, Gouverneur de la province, a remplacé M. Chan Chesda
- ✓ **KASSERINE**, Tunisie, M. Mohamed Kamel Hamzaoui, Maire, a remplacé M. Issam Ouelasti
- ✓ **KIGALI**, Rwanda, Mme Marie Chantal RWAKAZINA, a remplacé M. Pascal Nyamulinda, qui avait succédé à Mme Monique Mukaruliza
- ✓ **KISANGANI**, Rép. Dém. du Congo, M. Alaso Boselekolo, Maire, a remplacé M. Augustin Osumaka Lofanga
- ✓ **LONGUEUIL**, Canada, Mme Sylvie Parent, Maire, a remplacé Mme Caroline St Hilaire
- ✓ **LUBUMBASHI**, Rép. Dém. du Congo, M. Ghyslain Robert Lubaba Buluma, Maire, a remplacé M. Jean Oscar Sanguza Mutunda
- ✓ **LYON**, France, M. Georges Képénékian, Maire, a remplacé M. Gérard Collomb
- ✓ **MONASTIR**, Tunisie, M. Mondher Marzouk, Maire, a remplacé M. Nabil Hemida
- ✓ **MONTREAL**, Canada, Mme Valérie Plante, Maire, Présidente de la Communauté urbaine, a remplacé M. Denis Coderre
- ✓ **MOSSENDJO**, Congo, M. Erick Blaise Ngouloubi-Sayi, Maire, a remplacé Mme Elisabeth Mapaha
- ✓ **MOUNDOU**, Tchad, M. Nerolel Ndokoule, Maire, a remplacé M. Mabaïherem Laoukein Kourayo Medard
- ✓ **N'DJAMENA**, Tchad, M. Saleh Abdel-Aziz Damane, Maire, a remplacé Mme Mariam Djimet Ibet Mahamat Mainta
- ✓ **NIAMEY**, Niger, M. Mouctar Mamoudou, Maire, a remplacé M. Assane Seidou
- ✓ **NKAYI**, Congo, M. Gaston Mampassi, Maire, a remplacé M. Jean Hervé Eugène Mandounou

- ✓ **NOUADHIBOU**, Mauritanie, Mme Roujeyba Mint Dewki, Maire, a remplacé M. Mohamed O. Matalla Ramdane
- ✓ **NOUAKCHOTT**, Mauritanie, Mme Fatimetou Abdel Malick, Présidente du Conseil régional, a remplacé Mme Maty Mint Hamady, Présidente de la Communauté urbaine
- ✓ **OUESSO**, Congo, M. Alain Ketta Bangui, Maire, a remplacé M. Thierry Maguessa Ebome
- ✓ **OUIDAH**, Bénin, Mme Célestine Adjanohoun, Maire, a remplacé M. Séverin Adjovi
- ✓ **PHNOM PENH**, Cambodge, M. Khuong Sreng, Gouverneur, a remplacé M. Pa Socheatvong
- ✓ **POINTE-NOIRE**, Congo, M. Jean François Kando, Député-Maire, a remplacé M. Roland Bouiti-Viaudo
- ✓ **PORT-LOUIS**, Ile Maurice, M. Daniel Eric Clive Laurent, Lord-Maire, a remplacé M. Mohammad Oumar Kholeegan
- ✓ **ROSSO**, Mauritanie, M. Daramane Bamba, Maire, a remplacé M. Sidi mohamed Alioune Mohamed El abd
- ✓ **RUBAVU**, Rwanda, M. Gilbert Habyarimana, Maire, a remplacé M. Jérémie Sinamenye
- ✓ **RUSIZI**, Rwanda, M. Ephrem Kayumba, Maire, a remplacé M. Frédéric Harerimana,
- ✓ **SAGUENAY**, Canada, Mme Josée Néron, Maire, a remplacé M. Jean Tremblay
- ✓ **SFAX**, Tunisie, M. Mounir Elloumi, Maire, a remplacé M. Imed Sebri
- ✓ **SARH**, Tchad, Mme Monadje Fatime Kolmagne, Maire, a remplacé M. Hassan Ali Abderroudjal
- ✓ **SHERBROOKE**, Canada, M. Steve Lussier, Maire, a remplacé M. Bernard Sévigny
- ✓ **SILIANA**, Tunisie, M. Abdelhamid Hammami, a remplacé Mme Refka Mejri, qui avait succédé à M. Abderrazek Mehrzi
- ✓ **SKOPJE**, Macédoine, M. Petre Shilegov, Maire, a remplacé M. Koce Trajanovski
- ✓ **SOUSSE**, Tunisie, M. Touafik Laâribi, Maire, a remplacé M. Houcine Bouchahoua qui avait succédé à M. Mohamed Mokni
- ✓ **TBILISSI**, Géorgie, M. Kakha kaladze, Maire, a remplacé M. David Narmania
- ✓ **TOURS**, France, M. Christophe Bouchet, Maire, a remplacé M. Serge Babary
- ✓ **TUNIS**, Tunisie, Mme Souad Ben Abderrahim, Maire, a remplacé M. Seifallah Lasram
- ✓ **VERNIER**, Suisse, M. Pierre Ronget, Maire, a remplacé M. Yvan Rochat qui avait succédé à M. Thierry Apotheloz

#### **Associations**

- ✓ **ASSOCIATION DES COMMUNES DE L'ATLANTIQUE ET DU LITTORAL**, Bénin, M. Komi Séverin d'Almeida, Président, a remplacé M. Mathias Djigla
- ✓ **ASSOCIATION FRANCOPHONE DES MAIRES DU CONGO**, M. Christian Roger Okemba, Président, a remplacé M. Hugues Ngouelondele
- ✓ **ASSOCIATION NATIONALE DES COMMUNES DU TCHAD**, M. Saleh Abdel-Aziz Damane, Président, a remplacé Mme Mariam Djimet Ibet Mahamat Mainta
- ✓ **ASSOCIATION DES REGIONS ET DISTRICTS DE COTE D'IVOIRE**, M. Eugène Aaka Aouélé, Président, a remplacé M. Jeannot Ahoussou Kouadio
- ✓ **FEDERATION CANADIENNE DES MUNICIPALITES**, Canada, Mme Vicki-May Hamm, Présidente, a remplacé Mme Jenny Gerbasi qui avait succédé à M. Clark Somerville
- ✓ **FEDERATION NATIONALE DES VILLES TUNISIENNES**, Mme Souad Ben Abderrahim, Présidente, a remplacé M. Seifallah Lasram
- ✓ **UNION DES MUNICIPALITES DU QUEBEC**, Canada, M. Alexandre Cusson, Président, a remplacé M. Bernard Sévigny

#### **Résolution n° 1 de l'Assemblée générale**

- Les modifications de la liste des membres au sein de l'Assemblée générale sont adoptées à l'unanimité des présents et des représentés.

## 2. Approbation du compte rendu de la 37<sup>ème</sup> Assemblée générale tenue à Montréal le 21 juin 2017

Le Président de séance remercie à nouveau, au nom de tous les membres, la ville de Montréal, pour l'accueil chaleureux et efficace accordé à notre Association. Il rappelle que chaque participant a reçu dans son dossier le compte rendu de cette Assemblée générale et rappelle que chaque priorité retenue à Montréal sont celles mises en œuvre en 2018 en vue d'une projection sur 2019.

Monsieur Robert Beugré MAMBE demande aux membres présents d'exposer leurs commentaires ou observations et sollicite leur approbation sur ce compte rendu.

### Résolution n° 2 de l'Assemblée générale

- Le compte rendu de la 37<sup>ème</sup> Assemblée générale tenue le 21 juin 2017 à Montréal est adopté à l'unanimité des présents et des représentés.

## 3. Rapport d'activité 2017 présenté par le Secrétaire général

Monsieur Robert Beugré MAMBE rappelle que l'année 2017 restera celle d'une très belle histoire pour sa cohérence et pour les initiatives engagées et réussies.

Sur le plan institutionnel, d'une part avec la rencontre entre l'AIMF et Metropolis, lors de l'Assemblée générale de Montréal, d'autre part à l'occasion du Bureau qui s'est tenu en mars à Brazzaville, en marge de la réunion constitutive des maires d'Afrique centrale. Ces initiatives vont dans le sens d'une toujours plus grande ouverture du réseau, démarche notamment soutenue par l'Union européenne. Pour aller dans le même sens, un processus de concertation a été mis en œuvre pour susciter l'émergence d'un réseau de villes d'Afrique du Nord, concertation réunissant des journalistes concernés, des universitaires préoccupés par le coût du non Maghreb et des femmes chefs d'entreprise dont l'association a été créée en marge de l'Assemblée générale de Montréal. C'est là l'autre initiative réussie en 2017, avec l'élection de la première femme francophone, une jeune expert-comptable tunisienne.

L'année 2017 a aussi été marquée d'une part, par la négociation, avec la Commission européenne, de l'extension du programme de partenariat pour 2018-2020, d'autre part par la signature de l'accord de partenariat avec la fondation Bill et Melinda Gates. Enfin, trois nouvelles opérations ont été engagées avec un cofinancement de l'Union européenne : le renforcement des associations de villes de Djibouti, de Guinée et du Bénin.

Parallèlement à cette action d'animation du réseau, le programme de modernisation des finances locales s'est poursuivi notamment dans les capitales et métropoles d'Afrique centrale. Les sources du logiciel de gestion de la chaîne comptable, SIM\_ba, installé dans toutes les villes du Cameroun, ont été remises à Son Excellence Monsieur le Ministre des Collectivités locales du Cameroun. À Douala, a été apporté un appui spécifique à la création d'une SEM patrimoniale. Le programme « énergie-verte » mis en œuvre dans des communes du Cameroun, dont le maire est une femme, se poursuit.

Mais, il est un chantier qui s'est ouvert en 2017. Il a concerné celui de la Programmation stratégique du réseau. Il prolongera l'actuel programme 2014-2018. Le débat est la proximité. Comment rendre audibles

les élus locaux ? Comment rendre acceptables leurs attentes ? Comment renforcer la conjonction « action et réflexion », qui est la démarche pédagogique de l'association ?

Le Président de séance indique que les convictions des élus locaux s'expriment à travers des résolutions comme celle votée à l'Assemblée générale de Beyrouth et qui concerne la place du réseau au sein de la Francophonie pour mieux faire entendre la parole des élus locaux, celle concernant l'engagement pour la décentralisation, la démocratie locale et le développement, celle, enfin, proposée à l'Assemblée générale de Montréal concernant la mobilisation des femmes chefs d'entreprise, amies de l'AIMF, pour soutenir la mise en réseaux des villes d'une même région économique.

Ce sont là les jalons de l'AIMF dans l'action, mais aussi les supports de la prochaine Programmation stratégique en 2019. Une programmation qui tient compte de l'environnement économique, social, culturel, sécuritaire, dans lequel évolue le réseau.

La Programmation stratégique proposée tient aussi compte des obstacles à surmonter comme le terrorisme, le repli identitaire, les conflits de mémoire. La réponse commune apportée sera l'animation de la diversité, la mise en œuvre de complémentarités. Monsieur Robert Beugré MAMBE insiste sur le fait que la complémentarité est la clé de la gouvernance moderne pour surmonter les crises sociales et politiques et que cela a toujours été un souhait de l'AIMF d'y parvenir en suggérant que des courants de pensées différentes se retrouvent dans la gestion locale. Ce souhait de complémentarité transparait dans les objectifs de l'action en soutenant les collègues, ces femmes et ces hommes élus du peuple qui, sans toujours disposer d'un personnel adéquat, sans disposer de moyens matériels à la hauteur des risques qu'ils affrontent, font face aux problèmes. Il rappelle le nom que leur a donné par Eric ORSENNA : ils sont des « héros du quotidien ».

Il appartient donc au réseau de les accompagner, de les soutenir, et surtout de faire comprendre que, dans la construction de la démocratie locale, il est important de ne pas jouer de leurs erreurs. L'ignorer reviendrait à les affaiblir, notamment les plus exposés, ceux des métropoles, qui doivent trouver des solutions à l'afflux des migrants, à l'explosion de la pauvreté et de la misère.

C'est bien pour aller dans ce sens, qu'en 2017, le programme de plaidoyer a visé la co-construction avec les représentants d'États et de gouvernements, avec les représentants des médias, avec les Parlementaires, avec l'ensemble des Ami(e)s de la société civile. L'objectif a été que les statuts et les règles auxquels ils sont soumis soient aussi des statuts et des règles protecteurs.

Au total, AIMF 2017 a été l'expression de la complexité grandissante de l'animation de notre réseau. Cette complexité est le fruit d'une volonté de répondre, à la fois, aux attentes des Maires et à l'ouverture à de nouveaux bailleurs de fonds.

Le Président de séance interroge la salle sur d'éventuelles questions ou observations sur le rapport 2017 et sur la nouvelle Programmation stratégique, qui lui répond sous des applaudissements nourris.

### **Résolution n° 3 de l'Assemblée générale**

- Le rapport d'activité 2017 ainsi que la Programmation stratégique sont approuvés à l'unanimité des présents et des représentés.

#### 4. Rapport sur l'exécution du budget 2017 et présentation des comptes

Le Président de séance donne la parole à Madame Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, Trésorière, Maire de Libreville. Avant cela, Il indique que le fonctionnement termine l'année 2017 avec un résultat positif de 34.477 €, ce qui n'était plus le cas en 2015 et 2016. Il interroge la salle sur l'adoption des comptes 2017. Les membres applaudissent.

Intervient alors Madame la Trésorière qui donne lecture des principaux points qui illustrent le bilan financier 2017.

L'exécution des dépenses a presque atteint 8 millions € (7.671.904 € exactement), alors qu'il été escompté un montant total de 6.173.945 €. Pour équilibrer ces dépenses, les recettes ont été de 7.852.713 €.

La Trésorière indique que, dans ce total, le poids du Secrétariat permanent par rapport au budget total d'investissement est stable à 15 %, ce qui est peu par rapport aux organisations internationales en charge d'une démarche institutionnelle importante.

Enfin, s'agissant des investissements, la Fondation Bill et Melinda Gates a pris une place importante dans le budget d'investissement de l'AIMF : 22 % des recettes. Les dépenses du Fonds de Coopération ne cessent d'augmenter. Elles représentent 53 % des investissements de l'organisation.

Quant aux financements de projets initiés avec l'Union européenne, ils représentent 18 % des recettes (contre 32 % en 2016).

De manière générale, dans la globalité des décaissements, 29 % concernent la mise en œuvre des manifestations internationales, hors financement de l'organisation du Bureau et de l'Assemblée générale (20 % en 2016) ; 23 % la démocratisation de l'accès à l'eau et à l'assainissement (17 % en 2016) ; 15 % le patrimoine et le développement économique (11 % en 2016) ; 11 % l'aménagement urbain (16 % en 2016) et 10 % des investissements concernent le financement des systèmes financiers intégrés (25 % en 2016).

Le Président de Séance remercie la Trésorière pour son intervention et interroge la salle sur les éventuelles suggestions ou questions sur ce point.

Le rapport sur l'exécution du budget est soumis au vote. Applaudissements nourris.

##### **Résolution n° 4 de l'Assemblée générale**

- Le rapport sur l'exécution du budget 2017 et la présentation des comptes sont approuvés et adoptés à l'unanimité des présents et des représentés.

## 5. Rapport du Commissaire aux comptes et approbation des comptes et des rapports de l'exercice 2017

**Cyril BROGNIARD, Commissaire aux Comptes, Cabinet Grant Thornton**

« Mesdames, Messieurs, les membres de l'Association internationale des maires francophones, je vais vous donner lecture des principaux paragraphes de nos deux rapports de certification des comptes annuels de l'exercice 2017.

Le premier rapport est le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'AIMF relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et des principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière du patrimoine de l'AIMF à la fin de cet exercice.

Il s'agit donc d'une certification sans réserve. Ce rapport rappelle également le référentiel d'audit, à savoir les normes d'exercices professionnels applicables en France. Le fait que nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance nous sont applicables.

En termes de justification des appréciations, nous soulignons que celles-ci ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous indiquons également, en termes de vérification des rapports au titre de l'exercice 2017, que nous n'avons pas d'observations à formuler sur leur sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans ce rapport.

Nous rappelons également la responsabilité du Secrétariat permanent et de la gouvernance de l'Association relative aux comptes annuels et la responsabilité du Commissaire aux comptes. Voilà pour le premier rapport qui est le rapport de certification des comptes annuels.

Concernant le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées, il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce français, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Il y a deux conventions qui sont soumises à l'approbation de l'Assemblée générale, dont nous avons été avisés :

- La convention pluriannuelle avec la ville de Paris, convention triennale du 6 février 2017 relative aux relations entre la Mairie de Paris et l'AIMF. La ville de Paris financera une partie du Fonds de Coopération et des coûts de fonctionnement de l'AIMF. Le montant de la subvention s'élève à 1.633.000 €
- La convention du 6 février 2017, concerne un projet lié à la construction du centre de santé de l'arrondissement 5 de la ville de Libreville et l'estimation du montant total du projet est de 405.000 € et la contribution de votre Association est de 202.500 € »

Le Président de séance remercie le Commissaire aux Comptes de Grant Thornton, M. Cyril BROGNIART, pour la lecture des deux rapports et interroge la salle sur ces rapports. Aucune observation n'est à formuler sur la sincérité et la concordance. Applaudissements nourris.

Avant de passer au point suivant, le Président de séance tient à féliciter le Secrétariat permanent et à la Trésorière pour la qualité des travaux et propose également à l'Assemblée de porter le résultat positif du Fonctionnement d'un montant de 34.477 € dans le report à nouveau. Applaudissements.

#### **Résolution n° 5 de l'Assemblée générale**

- Le rapport sur l'exécution du budget et la présentation des comptes 2017 sont approuvés à l'unanimité des présents et des représentés.
- Les rapports du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2017 et sur les conventions réglementées sont approuvés à l'unanimité des présents et des représentés.
- L'Assemblée générale décide d'affecter le résultat de 34.477 € en report à nouveau.

## **6. Adoption du projet de budget 2019**

Le Président de séance, Vice-Président de l'AIMF, M. Robert Beugré MAMBE, donne la parole à la Trésorière, Maire de Libreville, Madame Rose Christiane OSSOUKA RAPOND, pour la présentation du budget prévisionnel 2019.

Selon la Trésorière, le budget a été calculé en fonction des résultats de 2017 pondérés par ceux de 2018. En recettes et en dépenses, le budget prévisionnel 2019 s'élève à 7.200.000 € contre 6.525.900 € en 2018.

Les charges de fonctionnement restent au même niveau que le budget prévisionnel 2018 malgré le fait que le Secrétariat permanent soit passé en un an, de 9 à 13 personnes. L'augmentation du personnel n'a pas d'impact important sur budget prévisionnel 2019.

L'investissement prévisionnel passe de 4,9 millions à 5,589 millions €.

Le Président de séance rappelle que les charges de Fonctionnement ne sont aucunement augmentées par le recrutement de 4 personnes et que cela met en évidence les efforts consentis par le Secrétariat permanent pour le maintien des dépenses de Fonctionnement.

En l'absence d'observations, questions ou amendements, le Président de séance soumet le budget prévisionnel 2019 au vote. Applaudissements.

## Budget prévisionnel 2019

CHARGES	Montant en €	PRODUITS	Montant en €
<b>CHARGES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 611 000</b>	<b>RESSOURCES GLOBALES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 611 000</b>
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 181 000</b>	<b>74 - Subventions d'exploitation</b>	<b>1 221 000</b>
<b>60 - Achats</b>	<b>14 000</b>	Mairie de Paris	633 000
Achats matières et fournitures	14 000	Ministères Français de l'Europe et des Affaires Etrangères et de l'Education et de la Jeunesse	566 000
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>211 000</b>	UE 7% coûts éligibles supportés/fonctionnement	22 000
Locations (loyer, charges/matériel de Bureau)	125 000		
Entretien et réparation	72 000		
Assurances	13 000	<b>75 - Autres produits de gestion courantes</b>	<b>327 000</b>
Documentation	1 000	756 - Cotisations	320 000
		758 - Produits divers de gestion courante	7 000
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>99 000</b>		
Rémunération intermédiaires et honoraires	52 000	<b>76 - Produits financiers</b>	<b>50 000</b>
Publicité, publication	30 000		
Déplacements, missions	15 000	<b>77 - Produits exceptionnels</b>	<b>3 000</b>
Services bancaires, autres	2 000		
		<b>78 - Reprises sur amort et provisions</b>	<b>10 000</b>
<b>63- Impôts et taxes</b>	<b>76 000</b>		
Impôts, taxes et versements assimilés	66 000		
Autres impôts et taxes	10 000		
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>686 000</b>		
Rémunération des personnels	470 000		
Charges sociales	210 000		
Autres charges de personnel	6 000		
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>	<b>2 000</b>		
<b>66- Charges financières</b>	<b>15 000</b>		
<b>67- Charges exceptionnelles</b>	<b>2 000</b>		
<b>68 - Dotations aux amortissements et aux provisions</b>	<b>70 000</b>		
<b>69 - Impôts sur les bénéfices</b>	<b>6 000</b>		
<b>CHARGES ANIMATION RESEAU</b>	<b>430 000</b>		
. Assemblée Générale, Bureau	305 000		
. Déplacements, missions, relations publiques, Institutions francophones et Européennes	105 000		
. Cotisations, adhésions (CGLU, collectivités locales)	20 000		
<b>65 -CHARGES DIRECTES AFFECTEES AUX ACTIONS DE COOPERATIONS</b>	<b>5 589 000</b>	<b>PRODUITS DIRECTES AFFECTEES AUX ACTIONS DE COOPERATIONS</b>	<b>5 589 000</b>
. Expertise et études de projets	1 220 000	<b>74 - Subventions d'exploitation</b>	
. Exécution de projet d'équipements publics	2 300 000	Fonds de Coopération (Paris, Agences de l'eau, MAEDCI, autres partenaires)	2 500 000
. Matériels et logiciels	716 000	Fonds Multilatéral Unique (Québec, MEAE)	1 800 000
. Transport d'équipements offerts par les villes	63 000	AFD	75 000
. Formation et assistance des élus et collaborateurs	651 000	Ministère de l'Education Nationale et de la Jeune	14 000
. Rémunération mandataire (France, Union européenne)	600 000	Union Européenne	600 000
. Assurances	11 000	Fondation Gates	600 000
. Documentation	5 000		
. Commissions bancaires	12 000		
. Droits de timbres et divers	11 000		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>7 200 000</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>7 200 000</b>

### Résolution n° 6 de l'Assemblée générale

- Le projet de budget 2019 est approuvé à l'unanimité des présents et des représentés.

## 7. Admission des nouveaux membres

Le Président de séance énonce la liste des villes et associations nationales de villes qui ont demandé à adhérer à l'Association. Il s'agit des villes de Tizirt Sur Mer (Algérie), Tintigny (Belgique), Sharkeya (Egypte), Boké (Guinée), Luang Prabang (Laos), Baalbeck et Jounieh (Liban) et Can Tho et Pleiku (Vietnam).

Au titre des villes associées, Orléans (France), Kasr Ben Gchir et Tripoli (Libye).

Au titre des Associations nationales, le Réseau des Maires du Cameroun pour l'Economie Sociale et Solidaire (REMCESS) et l'Union des Municipalités de Dannieh (Liban)

Le Président de séance demande à l'assemblée d'exposer leurs remarques, observations, oppositions ou abstentions sur ces demandes d'adhésions. Il souhaite la bienvenue à ces nouveaux membres dans le réseau et la belle famille de l'Association internationale des maires francophones.

### Résolution n° 7 de l'Assemblée générale

- La liste des nouvelles adhésions est approuvée à l'unanimité des présents et des représentés.

Suspension de la séance de travail pour permettre au Bureau de se réunir pour élire les membres et répartir les fonctions au sein du Bureau.

## 8. Fixation de la date, du lieu et du thème des prochaines manifestations

Les travaux reprennent sous la présidence de Madame Anne HIDALGO, Maire de Paris qui se réjouit de sa présence parmi les membres. Elle réitère ses sincères remerciements aux participants pour leur présence à Lille et remercie la ville de Lille pour son accueil chaleureux. Elle félicite également la Trésorière de l'AIMF, Maire de Libreville, Christiane Rose OSSOUKA RAPONDA, pour son excellent travail.

Enfin, elle informe l'assemblée que les membres du Bureau, à l'invitation du Gouverneur de Phnom Penh au Cambodge, ont retenu la ville de Phnom Penh comme ville d'accueil de la prochaine Assemblée générale 2019. Celle-ci se tiendra durant le dernier trimestre de l'année. Quant à la prochaine réunion du Bureau, celle-ci pourrait se tenir à Kigali au printemps 2019.

La Présidente soumet au vote de l'Assemblée ces deux propositions :

- Bureau de l'AIMF : Kigali (Rwanda)
- Assemblée générale de l'AIMF : Phnom Penh (Cambodge)

Applaudissements de la salle.

Concernant le thème des prochaines rencontres, elle précise que les thèmes de demain comme les enjeux climatiques (thème du C40) et la thématique du sport, thématique nationale et très locale dans laquelle les stratégies des villes en faveur du sport de proximité sont des stratégies qui participent au vivre ensemble. Ce sont les thèmes à retenir pour les rencontres 2019 pour nourrir les débats.

### Résolution n° 8 de l'Assemblée générale

- Les villes d'accueil des prochaines manifestations sont approuvées à l'unanimité des présents et des représentés :
  - Kigali (Rwanda) : première réunion du Bureau 2019
  - Phnom Penh (Cambodge) : Assemblée générale et deuxième réunion du Bureau 2019

La Présidente remercie le Secrétaire général de l'AIMF, Gouverneur d'Abidjan, M. Robert Beugré MAMBE, pour avoir présidé la réunion du Bureau.

Le Gouverneur d'Abidjan remercie ses collègues du Bureau pour le travail qui a été effectué. Il rappelle que l'Assemblée générale a déjà approuvé l'admission des nouveaux membres. Il en énumère à nouveau la liste et se réjouit de ces nouvelles arrivées.

Il félicite également la nouvelle Maire de Ouidah présente dans la salle.

## 9. Election des membres du Bureau et présentation du nouveau Bureau

Le Gouverneur d'Abidjan informe l'Assemblée de la composition du nouveau Bureau. Il indique que Namur (Belgique) et Marrakech sont maintenant membres du Bureau de l'Association. La Maire de Dakar a été nommée Vice-Présidente. Ils les félicitent.

Il indique également qu'une structure de médiation qui aura pour but de gérer les situations conflictuelles va être mise en place. Ce réseau sera constitué d'anciens Maires qui auront œuvré pour l'international et surtout dans les actions de l'AIMF. Une liste devra être établie.

Pour conclure, le Secrétaire permanent de l'AIMF, Monsieur Pierre BAILLET, intervient pour informer l'assemblée de la nomination du Gouverneur d'Abidjan en qualité de Secrétaire général. La salle applaudit.

<b>Présidente</b>	□ <b>Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris</b>
<b>Vice-Présidents</b>	□ Mme Soham EL WARDINI, Maire de Dakar □ M. Christian Roger OKEMBA, Maire de Brazzaville □ M. Willy DEMEYER, Bourgmestre de Liège □ M. André KIMBUTA, Gouverneur de Kinshasa □ M. Régis LABEAUME, Maire de Québec
<b>Secrétaire général</b>	□ M. Robert Beugré MAMBE, Gouverneur du District d'Abidjan
<b>Trésorière</b>	□ Mme Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, Maire de Libreville
<b>Membres</b>	□ M. Adama SANGARE, Maire central du District de Bamako □ Mme Célestine KETCHA COURTES, Mairesse de Bangangté □ M. Jamal ITANI, Président du Conseil municipal de Beyrouth □ M. Alain JUPPE, Maire de Bordeaux □ M. Sami KANAAN, Maire de Genève □ M. Grégoire JUNOD, Syndic de Lausanne

- Mme Lydie POLFER, Bourgmestre de Luxembourg
- M. Mohamed Larbi BELCAID, Président du Conseil communal de Marrakech
- Mme Valérie PLANTE, Mairesse de Montréal
- Mme Johanna ROLLAND, Maire de Nantes
- M. Maxime PREVOT, Député-Bourgmestre de Namur
- Mme Fatimetou MINT ABDELMALEK, Présidente du Conseil régional de Nouakchott
- M. Armand Roland Pierre BEOUINDE, Maire de Ouagadougou
- M. Khuong SRENG, Gouverneur de Phnom Penh
- M. Daniel Eric Clive LAURENT, Lord-Maire de Port-Louis
- Mme Souad BEN ABDERRAHIM, Maire de Tunis
- M. Gilbert TSIMI EVOUNA, Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Yaoundé
- M. Abdoulaye BALDE, Maire de Ziguinchor
- Mme Louise MUSHIKIWABO, Secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie
- M. Pierre BAILLET, Secrétaire permanent de l'AIMF

**Résolution n° 9 de l'Assemblée générale**

- La nouvelle composition du Bureau est approuvée à l'unanimité des présents et des représentés.

La Présidente de l'Association remercie une nouvelle fois les participants et lève la séance à 18 h 00.





38<sup>ÈME</sup> CONGRÈS DE L' AIMF

# Commissions permanentes

#AIMF2018 @AIMFrancophones





### Procès-verbal de la 3<sup>ème</sup> réunion

#### Président

- M. Pierre LESSARD-BLAIS, Maire de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, représentant de la Mairesse de Montréal (Canada)

#### Participants

- M. Vincent Kouaho N'CHO, Vice-Gouverneur du District autonome d'Abidjan (Côte d'Ivoire)
- Mme Soham EL WARDINI, Maire de Dakar (Sénégal)
- M. Fritz NTONE NTONE, Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Douala (Cameroun)
- Mme Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, Maire de Libreville (Gabon)
- M. Willy DEMEYER, Bourgmestre de Liège (Belgique)
- M. Maxime PREVOT, Bourgmestre de Namur (Belgique)
- M. Armand Roland Pierre BEOUNDE, Maire de Ouagadougou (Burkina Faso)
- M. Talla SYLLA, Maire de Thiès (Sénégal)
- Mme Souad BEN ABDERRAHIM LANDA, Maire de Tunis (Tunisie)
- Mme Vicky MAY HAMM, Président de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), Maire de Magog (Canada)
- M. Marc-Alexandre BROUSSEAU, Membre du Conseil d'administration et exécutif de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), Président du Caucus des Cités régionales de l'UMQ, Maire de Thetford Mines (Canada)

#### Objectifs

- Développer une compréhension commune du vivre ensemble
- Identifier des pratiques permettant de promouvoir le vivre ensemble à l'intérieur de nos villes
- Décider des prochaines étapes pour la Commission

#### Introduction

M. Pierre LESSARD-BLAIS rappelle l'importance de cette Commission, en tant qu'espace privilégié pour échanger et élaborer des actions communes sur le thème du vivre ensemble. L'échange d'expériences est essentiel, dans un contexte où les villes doivent composer avec des nouvelles situations qui posent des défis à la cohésion sociale. Le Sommet de la Francophonie, qui vient de se terminer à Erevan, rappelle que les enjeux du vivre ensemble sont au cœur de l'agenda de la Francophonie et à travers le monde.

Le vivre ensemble est un concept qui a beaucoup de sens. Il est illustré par une série d'actions mises en place dans nos villes, dans les différents domaines de l'action municipale. Les politiques, les programmes et les bonnes pratiques développées dans nos villes, qui sont partagés dans cette Commission, sont des exemples concrets qui illustrent comment les villes peuvent favoriser le vivre ensemble. C'est dans cet esprit que l'étude, dont les résultats sont présentés ici, a été proposée.

## Retour sur les initiatives du groupe technique

M. Esteban BENAVIDES, Conseiller aux affaires internationales à la ville de Montréal, a fait une mise en contexte en présentant le travail réalisé en amont de la Commission. Faisant suite aux recommandations de la dernière réunion de la Commission, un groupe technique, composé d'un noyau restreint incluant les villes de Douala, Genève, Namur, Québec, Rabat, Strasbourg et Montréal, a été mis sur pied afin d'alimenter les travaux de la Commission et développer des collaborations qui bénéficient l'ensemble de la Commission (une première rencontre a eu lieu à Genève en septembre 2018). A ce jour, trois pistes de collaboration ont été identifiées. Cette étude est le point de départ et la première réalisation parmi ces projets.

## Etude sur les politiques municipales du vivre ensemble au sein des villes de la Francophonie

M. Bob WHITE, Directeur du Laboratoire de recherche en relations interculturelles (LABRRI) de l'université de Montréal, a présenté les principaux résultats du rapport. Cette étude visait à documenter des politiques et programmes, articuler une définition opérationnelle et proposer des orientations aux villes voulant faire un meilleur encadrement du vivre ensemble dans leurs milieux respectifs. L'étude a permis d'analyser le contenu et les orientations des politiques à partir de trois approches (modèle 3D), à savoir : **Diversité** (valorisation de la diversité), **Egalité** (lutte aux discriminations), **Dialogue** (initiatives visant le rapprochement). L'étude a aussi permis de typifier l'action municipale en matière de vivre ensemble (21 actions-type).

L'étude a suscité une série de réflexions, telles que : qui assure le leadership pour le vivre ensemble au sein d'une ville ? Qui anime le vivre ensemble au jour le jour ? Est-ce qu'il y a un cadre commun pour le vivre ensemble ? Quels sont les domaines de l'action municipale mobilisés au nom du vivre ensemble ? Sur quels outils de référence (interne) et de communication (externe) s'appuie-il ?

Enfin, dans le cadre de l'étude, le groupe technique a élaboré une définition du vivre ensemble qui a été présentée aux membres de la Commission pour discussion :

*« Le vivre ensemble dans une ville est un processus dynamique que tous les acteurs mettent en place pour favoriser l'inclusion, ainsi que le sentiment de sécurité et d'appartenance. Faire la promotion du vivre ensemble, c'est reconnaître et respecter toutes formes de diversité, lutter contre les discriminations et faciliter la cohabitation harmonieuse. Dans la mise en œuvre du vivre ensemble, les différents acteurs du milieu travaillent en concertation pour faciliter l'émergence des valeurs communes qui contribuent à la paix et à la cohésion sociale ».*

## Echanges entre villes membres

Au cours d'un riche échange, les participants ont fait valoir les points suivants, en référence au concept, à la définition et à la pratique du vivre ensemble.

- Le concept de vivre ensemble sert souvent pour promouvoir la cohésion sociale, l'inclusion, le sens du civisme au niveau local. Du même coup, il permet de faire face à la fracture sociale, aux discriminations, aux divisions politiques, à la précarité, à l'exclusion et à la négligence urbaine.
- Une question centrale sur le vivre ensemble est « comment vit-on dans l'espace public ? Comment vivre en sécurité dans mon quartier ? Le vivre ensemble se manifeste souvent au niveau local sous l'angle du civisme, de la cohabitation dans l'espace public et du sentiment de sécurité, des clivages socio-économiques... Comment garantit-on le vivre ensemble dans une période de précarité accrue ? »
- Aujourd'hui, le vivre ensemble est un idéal à atteindre, alors que cela devrait aller de soi. Il y a une série d'éléments (ex. : iniquités, inégalités sociales et économiques, pauvreté, etc.) qui viennent perturber cet équilibre et sont source de frustration. Le désordre dans la ville se traduit aussi par des « négligences urbaines » qui représentent des irritants pour les habitants au quotidien.

- Dans les sociétés traditionnelles, le vivre ensemble est ancré dans les pratiques de tous les jours, le sens de l'hospitalité, du consensus comme mécanisme de résolution de problème, etc. Dans un contexte de globalisation et d'urbanisation, nous devons faire des efforts pour revenir à ces valeurs, éviter les discriminations et corriger les inégalités sociales.
- Le vivre ensemble, c'est aussi la question de l'hospitalité et de l'accueil. Dans quelle mesure nos villes sont capables d'offrir des milieux de vie agréables et accueillants pour toutes les populations.
- Face aux enjeux liés aux conflits d'identité et d'appartenance dans nos sociétés de plus en plus, on peut se demander si la « citoyenneté urbaine » (être citoyen de la ville X), ne serait pas une piste pour se forger une identité commune et plurielle en même temps.
- Le vivre ensemble a différentes dimensions et se manifeste de multiples façons. Il ne peut pas être abordé sous le seul angle de la diversité culturelle, alors que dans de nombreuses villes la cohabitation entre des gens de diverses origines ne pose pas véritablement de problèmes.
- L'instabilité politique peut avoir des effets sur le lien social. Certains discours politiques peuvent exploiter la précarité et les divisions. En ce sens, la notion de vivre ensemble peut ramener un discours positif, d'unité et de cohésion sociale, pour que toutes les populations se sentent bien.
- Dans un contexte de transition démocratique, où un consensus politique qui va au-delà des appartenances (religieuse, nationale, politique) est nécessaire, il devient aussi nécessaire d'installer des mécanismes pour « faire ensemble » sur la base de valeurs humanistes.
- En termes de définition, l'éthique du vivre ensemble se résume essentiellement à la notion de respect. Le respect est le fondement du vivre ensemble (c'est plus qu'une question de tolérance). Alors, comment arriver à cultiver une culture du respect ? Quels projets pouvons-nous imaginer en ce sens ?
- Le sens du vivre ensemble est aussi présent dans des nombreuses pratiques issues de la tradition. Des pratiques comme la « parenté à plaisanterie » léguée par les ancêtres sont encore aujourd'hui des mécanismes efficaces pour la résolution pacifique de conflits, la gestion de la diversité et le respect des différences dans les villes. Ces pratiques peuvent être une source d'inspiration pour d'autres.
- Le concept de vivre ensemble permet de donner un cadre qui véhicule des valeurs positives. Il fournit aussi un socle pour mettre en place des actions qui promeuvent le lien social, l'unité, le dialogue et le sens du civisme.
- Une définition peut permettre de donner un cadre pour opérationnaliser le vivre ensemble. Nous devons essayer d'opérationnaliser le vivre ensemble, sachant qu'il n'y a pas de recette unique, en raison de nos réalités très différentes.
- En termes de leadership municipal et d'effort d'opérationnalisation du concept de vivre ensemble, on peut se demander, à juste titre, si cela requerrait la création d'un département municipal spécifique ? Devrait-il être chapeauté directement par le/la Maire ?

## **Conclusion et prochaines étapes**

Ces riches échanges ont permis d'interroger la question du vivre ensemble à partir des différentes réalités vécues dans les villes. Malgré la diversité de contextes, de défis et de réponses, la définition proposée semble bien prendre en compte les principales dimensions évoquées lors des discussions, notamment celle de la cohésion sociale, les enjeux socio-économiques, la diversité interculturelles, la sécurité quotidienne, la paix sociale et la stabilité politique, mais également la diversité régionale représentée par nos villes.

Afin de donner un cadre et une orientation commune, les participants ont adopté la définition pour les fins de la Commission. Ainsi, cette définition pourra servir comme référence utile, notamment pour les prochains travaux du groupe technique. Cette définition n'est pas forcément définitive pour autant, ce qui permet toujours d'y revenir ultérieurement au besoin. L'adoption de la définition est une étape importante afin de donner suite à la démarche commencée par la Commission.

La prochaine réunion de la Commission devrait avoir lieu en marge du prochain congrès de l'AIMF à Phnom Penh. Entre temps, à partir des discussions de cette réunion, le groupe technique poursuivra ses échanges en parallèle. Les membres de la Commission seront informés des activités en développement.



## COMMISSION PERMANENTE « VILLES INNOVANTES ET SOLIDAIRES » Présidée par la ville de Nantes

### **Présentation de la commission et de ses objectifs**

- identifier les bonnes pratiques exportables pour les villes qui voudraient s'engager dans l'économie circulaire et dans l'économie sociale et solidaire
- produire des exemples et des outils qui favorisent l'innovation et qui engagent les territoires en faveur de l'économie sociale et solidaire
- interroger la place et les moyens des villes pour accompagner l'innovation et les actions solidaires

La Commission s'est consacrée, dans un premier temps, aux pratiques innovantes. Ses travaux ont permis de publier un fascicule sur les nouveaux lieux de l'innovation. Mais il faut maintenant travailler sur le deuxième pilier de cette Commission qui est l'économie sociale et solidaire. Un premier état de la question est proposé au cours de la réunion de la commission, grâce à la participation du réseau RTES (réseaux des collectivités territoriales pour une économie solidaire). La Commission a, en effet, reçu Christiane BOUCHARD, Présidente du RTES et Chloé SECHER, Chargée de mission. Puis, la ville de Nantes que représente Rachel BOCHER, Présidente de la Commission, a présenté, à titre d'illustrations, ses engagements et ses actions.

Le dernier moment de la réunion était consacré à la discussion et au programme prévisionnel pour l'année à venir. L'objectif est d'organiser deux rencontres, qui sont aussi deux visites d'expériences, d'accumuler des exemples et des analyses afin de produire et de diffuser un manuel des outils de référence.

### **Point 1 - Présentation du RTES (qui existent depuis 2002 et qui regroupe 120 territoires)**

Le RTES est avant tout un lieu de ressources et de partage des expériences, qui prône des formes de co-construction entre les collectivités. Ces dernières doivent s'engager dans des plans quadriennaux, comprenant des actions d'expérimentation et d'innovation dont les impacts sont évalués : comment aider à la structuration des réseaux d'ESS ? Comment organiser les outils de la finance solidaire ?

L'ensemble des initiatives présentées fondent des modes de soutien à la création d'emplois et d'activités, mais dans une diversité de pratiques.

L'ESS est un modèle économique où sont parties prenantes, des citoyens, d'autres entreprises, etc. Sa philosophie ne se réduit pas à un engagement dans des démarches d'insertion ou de lutte contre la précarité, mais plus largement, envisage un autre modèle économique défini à partir des actions concrètes. Le problème est donc de pouvoir tirer enseignement des différentes expériences recensées.

Par exemple, sur certains territoires, il y a des outils d'aides financières (sous la forme d'une épargne solidaire, de sociétés de capital-risque, des banques, etc.). Dans le même temps, à Lille, s'est créée une coopérative d'accueil de la petite enfance, dans le cadre d'une ESS.

Le dernier point à retenir est le développement durable et ses implications pratiques.

Enfin, le RTES a contribué à l'écriture de la loi de 2014 sur l'ESS (avec mise en place d'un Conseil supérieur de l'ESS) et s'est engagé dans des partenariats en Europe et ailleurs.

### **Point 2 - Présentation de l'ESS à Nantes**

Présentation sous la forme d'un film puis d'un diaporama, l'engagement de Nantes dans l'ESS n'est pas simple à résumer. Les initiatives sont nombreuses et les possibilités de les rassembler ont dû faire l'objet d'un engagement constant. La première entrée à retenir est le projet Écossolies, qui a rassemblé un réseau

d'acteurs autour des principes de l'ESS. Mais derrière le réseau, il y a bien d'autres initiatives : un solilab, laboratoire incubateur d'expériences, un marché, des rencontres de dirigeants, un programme d'activités... Le film présenté a donné la parole aux initiateurs et aux participants. Puis les informations ont été précisées à partir d'un diaporama qui reprenait les statistiques principales et les objectifs poursuivis.

La discussion s'est ensuite ouverte sur quelques constats qui semblaient revenir au travers des deux présentations : collectif, transversalité et co-construction des politiques publiques ; dynamique du secteur, accompagnement.

Assurément, l'ESS s'est installée dans le paysage. Les questions posées sont aujourd'hui celles du soutien par les politiques publiques, de l'accompagnement et de la place des collectivités territoriales devant l'essor des entreprises de l'ESS.

De cet enseignement, il découle plusieurs questionnements : comment faire remonter les initiatives ? Comment identifier les projets à soutenir ? Quelles sont les formes d'accompagnement ? Les questions peuvent être d'ordre financier ou immobilier par exemple.

D'autres interrogations concernent la possibilité d'étendre le dispositif et de le confronter par exemple aux situations de l'économie informelle en Afrique. Le témoignage de l'association des villes du Cameroun souligne l'utilité de la loi OHADA, récemment votée pour aider à changer le regard sur l'économie dite informelle et sur sa capacité à porter le développement.

- En conclusion des discussions, il est prévu une série de rencontres. Une première à Nantes en février 2019, une autre dont le lieu est à déterminer au dernier trimestre 2019, puis une dernière au tout début de l'année 2020. Sont volontaires pour organiser les deux rencontres d'une part Woluwe-Saint-Lambert et d'autre part l'union des municipalités du Québec.



38<sup>ÈME</sup> CONGRÈS DE L' AIMF

## Présentation du thème

#AIMF2018 @AIMFrancophones



**Grégoire JUNOD**  
**Syndic de Lausanne**  
**Président de l'Union Mondiale des Villes Olympiques**

**Présentation par Pierre BAILLET, Secrétaire permanent**

*Mesdames, Messieurs,*

*Il est vrai que la ville de Lausanne est la ville du CIO et donc Monsieur JUNOD a plusieurs messages à nous faire passer sur la collaboration entre l'AIMF et ses villes qui ont une expérience en matière de gestion des Jeux Olympiques.*

*Je laisse la parole à Monsieur JUNOD.*

**Grégoire JUNOD, Syndic de Lausanne, Président de l'Union Mondiale des Villes Olympiques**

Bonjour à toutes et tous, chers collègues, chers Maires, chers représentants des collectivités locales, vous avez entendu que Monsieur BAILLET a indiqué que j'étais Syndic de Lausanne et, comme nous sommes en France, je préfère dire Maire, puisqu'en France, le syndic est le concierge de l'immeuble.

Cela dit, je rebondis un peu là-dessus quand même parce que le métier de Maire c'est un peu un métier de concierge, dans le sens le plus noble du terme. Au sens où, ça a été dit tout à l'heure, notre Présidente l'a rappelé, la Maire de Lille également, être Maire d'une ville, être Syndic d'une ville, c'est s'occuper aussi des problèmes de tous les jours, c'est apporter des solutions concrètes à des grands problèmes auxquels nous sommes toutes et tous confrontés.

Je suis très heureux de m'exprimer aujourd'hui pour parler des villes et du sport à l'AIMF. Je suis très heureux aussi parce que l'Association Internationale des Maires Francophones a choisi de consacrer cette Assemblée générale à cette thématique. J'en suis évidemment heureux en ma qualité de Syndic de la capitale olympique, de Président de l'Union Mondiale des Villes Olympiques, mais j'en suis aussi heureux parce que, finalement, le sport est relativement peu évoqué aujourd'hui dans les politiques publiques et en particulier dans les différents réseaux de villes. On parle de santé. On parle d'éducation. On parle d'urbanisme. On parle d'environnement. On parle rarement de sport si ce n'est pour parler de grands événements sportifs, si ce n'est pour parler, parfois, de corruption ou de dopage. Mais, il est vrai que le sport comme politique d'inclusion, comme politique extrêmement forte, comme politique de ville, on n'en parle pas très souvent. Et, Madame HIDALGO l'a très bien dit ce matin, Monsieur BAILLET aussi : « *le sport est un formidable instrument du vivre ensemble* ».

C'est d'abord un langage universel. Il est essentiel de le rappeler. Il y a peu de choses qui, à travers le monde, quelles que soient nos langues, quelles que soient nos cultures, quelles que soient nos origines, peuvent nous réunir au même moment sur la planète. Si il y a une chose qui est capable de le faire, c'est bien le sport. De ce point de vue, c'est avant tout un atout considérable que d'avoir, à travers des politiques sportives, la possibilité d'utiliser un langage universel, celui du sport.

Deuxième élément important, c'est évidemment un facteur d'émancipation. Le sport c'est une pratique individuelle, c'est aussi une pratique collective -cela a été dit tout à l'heure-, c'est une école de la vie, sur l'effort, sur l'échec aussi, sur la solidarité qui se crée au sein d'une équipe, c'est le rapport entre l'individuel et le collectif. Bref, c'est vraiment un facteur d'émancipation de pratiques individuelles et de pratiques collectives.

Et puis, bien sûr, c'est un levier de cohésion sociale, d'intégration et de réduction des inégalités. Aujourd'hui, le Comité International Olympique et son Président, Thomas BACH, mettent sur pied une Fondation mondiale qui va créer des équipements sportifs dans les camps de réfugiés. Pourquoi est-ce que je cite cet exemple ? Parce que, aujourd'hui, quand vous faites des sondages dans les camps de réfugiés -les grands camps de réfugiés sont presque des petites villes, des espaces qui nécessitent des

politiques urbaines, qui nécessitent d'être réfléchis dans leur espace, dans leurs activités-, ce qui manque le plus aujourd'hui, ce qui est le plus relevé par les réfugiés, ce sont des espaces pour faire du sport. On a l'habitude de répondre à l'urgence sanitaire, de répondre à l'urgence éducative, on pense moins parfois à l'importance du sport, à l'importance de la possibilité de pratiquer du sport comme élément important de cohésion sociale et de vivre ensemble.

Voilà pourquoi je dirais que le sport est vraiment un ferment extrêmement important de politique urbaine et pourquoi il est intéressant que les villes s'y intéressent. Que ce soient les villes du Nord comme les villes du Sud, quelles que soient nos réalités économiques, je pense que l'on ne doit pas négliger que le sport nécessite des investissements importants en termes d'infrastructures. C'est vrai pour les grandes infrastructures mais c'est également vrai pour les infrastructures de quartier. Il faut investir pour développer des activités sportives et puis, bien sûr, engager des dépenses et des moyens en termes de formations, en termes d'encadrement. Ce n'est pas tout d'avoir des installations, il faut aussi les faire vivre. Il faut permettre aux jeunes de pratiquer du sport, il faut avoir des éducateurs, des encadrants, et cela nécessite, bien sûr, des moyens importants. Dans un domaine souvent assimilé au business, je pense qu'on ne doit pas négliger que, porter des politiques urbaines d'encouragement de l'activité physique et d'encouragement du sport, vouloir faire du sport un moyen d'intégration dans ces villes, est un moyen de cohésion sociale. Cela réclame d'y mettre des moyens publics, nécessaires en termes d'investissements et en termes d'encadrements.

On a évidemment comme leitmotiv à l'AIMF, comme dans d'autres réseaux de villes, de dire que finalement, les villes sont aujourd'hui le lieu de l'innovation sociale, les premières à être confrontées aux grands problèmes de notre époque, aux problèmes migratoires, aux problèmes climatiques bien sûr, aux problèmes d'inégalité et d'intégration et, indéniablement, le sport est un outil parmi d'autres, mais un outil important pour porter ces politiques.

J'aimerais maintenant vous dire deux mots sur Lausanne, capitale olympique. Parce que l'histoire de Lausanne est intéressante et instructive sur la manière dont on peut penser aujourd'hui une politique sportive cohérente à l'échelle d'une ville. Finalement l'histoire de Lausanne et de l'olympisme, c'est d'abord un hasard. C'est l'arrivée de Pierre de COUBERTIN qui quitte Paris, qui vient s'installer à Lausanne en 1915 et qui choisit la ville de Lausanne pour y installer le siège du Comité International Olympique. C'est finalement là que commence l'histoire de Lausanne. Avec le sport, ce lien extrêmement fort. Ensuite, au cours du temps, progressivement, sans d'ailleurs que ce soit le résultat et la volonté d'une politique publique souhaitée par la municipalité, souhaitée par les autorités locales, régionales ou fédérales, peu à peu, Lausanne s'enrichit de la présence du CIO sur son terrain, s'enrichit de nombreuses fédérations sportives internationales qui viennent s'installer au cours du temps. Nous en avons soixante aujourd'hui. Soixante fédérations sportives internationales qui ont leur siège à Lausanne. En fait, il y a extrêmement peu de Fédérations qui n'ont pas leur siège à Lausanne. On accueille également l'agence anti-dopage et le tribunal arbitral du sport.

Parallèlement à ça, Lausanne devient aussi un pôle scientifique dans le domaine du sport. Nous développons, au sein de l'école polytechnique et de l'université, des facultés de formations dédiées au domaine sportif, avec un lien très fort sur les questions de santé. Partant d'une volonté plus récente, nous travaillons maintenant sur la mise en place d'incubateurs de manière à générer de l'activité économique, faire de Lausanne une petite silicone valley dans le domaine du sport avec, évidemment, comme atout que nous avons, un véritable biotope dans le domaine sportif, avec à la fois le CIO, les Fédérations internationales, la place scientifique et sanitaire et l'hôpital et puis des conditions cadres qui sont intéressantes pour les sociétés.

Mais, ce que je voulais dire, dans cette histoire, que ce petit paradis aujourd'hui en matière sportive, n'a pas toujours existé. En réalité, les relations entre Lausanne et le mouvement olympique ont parfois été très compliquées. En 1988, il était question que Lausanne organise les Jeux Olympiques d'Hiver. Un débat populaire s'est ouvert sur une candidature lausannoise. Ça suscita un référendum populaire. Vous savez qu'en Suisse, on vote quatre fois par année... Les Jeux Olympiques n'y ont pas échappé. Ce n'est pas la seule votation qu'il y ait eu sur les Jeux Olympiques en Suisse. Mais, le refus était cinglant. En 1988, c'est plus de 64 % de refus à une candidature lausannoise aux Jeux Olympiques. Et, le débat à l'époque est un peu le même que celui que nous retrouvons aujourd'hui. C'est évidemment des questions de

développement économique qui sont mises en avant par les partisans des Jeux, des questions d'écologie, de respect de l'environnement, de durabilité, mises en avant par les opposants aux Jeux, notamment au cœur du débat, la construction d'une piste de bobsleigh à proximité de Lausanne qui aurait un impact extrêmement fort sur l'environnement. Ce vote n'a pas été sans conséquence. Il va déboucher sur un retournement de majorité politique à Lausanne. La gauche rose-verte va s'appuyer sur cette victoire pour remporter la majorité aux élections qui suivront. Mais, au-delà de ça va, ça va évidemment créer un climat compliqué avec le CIO, indéniablement. Le fait que Lausanne, capitale olympique, ville qui accueille le CIO depuis 1915, refuse les Jeux. Ça créé évidemment un climat compliqué avec le mouvement olympique et, finalement, Lausanne entretient une histoire qui n'est pas si simple avec le CIO. C'est compliqué aussi par la présidence du CIO qui est occupée par Juan Antonio SAMARANCH, ancien franquiste, contesté aussi par une partie de l'opinion publique lausannoise et qui créé de très nombreux débats. Il n'empêche que c'est grâce à Juan Antonio SAMARANCH qui, en 1994, va octroyer officiellement le titre de Capitale Olympique à Lausanne.

Et l'histoire est parfois étonnante. C'est finalement l'amitié forte entre Juan Antonio SAMARANCH et le Ministre des Sports lausannois, ancien communiste, qui va être le démarrage, très fort, à Lausanne, d'une politique organisée en matière de sport, c'est-à-dire une politique qui va prendre peu à peu forme et qui va finalement s'appuyer sur plusieurs piliers.

D'une part le sport international, c'est-à-dire cette image extrêmement forte que nous avons de capitale olympique et qui évidemment nous est propre.

Deuxième élément important, l'organisation de grands événements sportifs. Lausanne, au cours de ces dernières années, a organisé une dizaine de championnats du monde et de championnats d'Europe dans différentes disciplines. Nous allons accueillir, en janvier 2020, les Jeux Olympiques de la Jeunesse, qui seront des jeux durables, à l'instar de ce que Dakar va faire, à l'instar de ce que Buenos Aires a fait aussi tout récemment avec les Jeux de la Jeunesse d'été, jeux qui sont un véritable laboratoire pour les Jeux Olympiques. Nous allons donc organiser les Jeux de la Jeunesse, nous allons accueillir également les championnats du monde de hockey sur glace et continuer à organiser régulièrement de grands événements sportifs parce qu'ils sont évidemment des vecteurs extrêmement importants de développement économique.

Troisième élément, nous mettons un accent extrêmement fort sur le développement du sport populaire, c'est-à-dire sur la pratique sportive quotidienne. Nous investissons beaucoup de moyens pour que, dans les écoles, le sport soit pratiqué, pour que l'ensemble des salles de gymnastique des collèges lausannois soient ouvertes aux jeunes qui souhaitent pratiquer du sport le soir ou les week-ends, pour construire des terrains de football dans toute la ville... Nous en avons une densité exceptionnelle à Lausanne, ce qui nous vaut d'ailleurs d'être, chaque fois, classés parmi les cinq villes les plus sportives au monde, dans les « RainKings » internationaux. Nous développons des terrains multisports qui permettent l'activité de toute pratique physique, des fitness urbains sont également construits dans les différents quartiers de Lausanne. Bref, nous investissons beaucoup pour pratiquer le sport et nous développons aussi un programme qui s'appelle « ville en santé » de manière que l'on puisse soutenir l'activité physique comme facteur de réduction de la pollution par la pratique à la fois du vélo ou de la marche à pied en ville.

Donc, nous avons finalement une politique qui s'inscrit dans un continuum et qui vise précisément à ne pas vouloir opposer le sport international, les fédérations internationales au sport populaire. Mais à faire vraiment un continuum qui va de l'un à l'autre et qui, je crois, est aussi une clé importante pour pouvoir développer des politiques sportives dans tous les pays et dans toutes les villes de l'AIMF.

Je crois que l'exemple lausannois, même si nous avons la possibilité comme capitale olympique d'en tirer profit et avantage, montre finalement à quel point il est important pour les villes de développer des politiques sportives. C'est un outil formidable de développement économique. C'est indéniable. Le sport est un outil de développement économique et, s'il est bien compris, est à la fois vecteur de développement économique et vecteur de cohésion sociale, de lien social fort et d'intégration des différentes populations.

Lausanne est une ville qui compte 40 % d'étrangers. Je ne vous cache pas que le sport est l'un des facteurs qui compte beaucoup. Nous avons de bons résultats en termes d'intégration. Il n'y a pas que l'information. Il n'y a pas que la santé. Il n'y a pas que l'accès au marché du travail. Bien sûr, ce sont des éléments essentiels, mais le fait de pouvoir pratiquer du sport, d'accéder à des clubs sportifs, de pouvoir le faire quel que soit son niveau social, quel que soit son revenu, quel que soit son quartier, de pouvoir en bénéficier tous les jours, comme jeune enfant, comme jeune lausannois issu d'une famille de la migration ou d'une famille de souche, de pouvoir accéder à ces infrastructures sportives, c'est évidemment un facteur extrêmement important aussi de cohésion sociale.

C'est dans cet esprit aussi que Lausanne a créé l'Union Mondiale des Villes Olympiques en 2002, avec cette volonté, à travers les villes qui ont organisé les Jeux Olympiques, qui ont l'envie de les organiser, de créer un réseau de villes qui puissent échanger, qui puissent finalement montrer les bons exemples et permettre aussi précisément de porter le sport comme un élément d'échange, comme un élément extrêmement important des politiques de villes et des politiques urbaines.

Parmi les problématiques que nous allons aborder durant ces deux jours à l'AIMF, j'aimerais ici m'arrêter sur quelques points qui sont importants et je terminerai mon intervention là-dessus.

D'une part, la question de la migration et de l'intégration, la question de l'égalité entre les femmes et les hommes et, d'autre part, la question de l'environnement et du climat. C'est évidemment trois questions centrales qui sont au cœur des débats de l'AIMF depuis toujours et qui sont des questions auxquelles le sport précisément peut apporter des réponses. Je l'ai dit sur la migration, je ne vais pas y revenir, mais c'est vrai que de développer des installations sportives, permettre la pratique du sport, c'est probablement l'un des éléments, l'une des clés extrêmement importantes pour permettre une intégration harmonieuse des différentes populations au sein de nos différentes villes.

L'égalité homme femme est un enjeu central en matière sportive, à deux titres. D'une part, ça a été dit ce matin, et pour ça je suis très heureux que l'AIMF ait honoré deux femmes sportives à l'occasion de cette journée. Le sport est un facteur d'émancipation pour les femmes. C'est indéniable. C'est l'un des outils et l'un des facteurs qui peuvent être importants en matière d'émancipation.

Mais on a aussi un autre enjeu. Et celui-ci est un enjeu de responsabilité que nous avons au sein des villes. On a salué au sein du Bureau de l'AIMF ce matin l'élection de plusieurs Maires dans différentes villes membres du réseau de l'AIMF, c'est vrai, c'est important et l'AIMF n'est pas encore très loin de la parité, mais ça progresse quand même et c'est évidemment des signaux positifs.

Dans le sport, il faut reconnaître qu'on en est encore assez loin. Aujourd'hui, dans les Fédérations internationales, dans les Conseils d'Administration, dans les Conseils de direction des grandes institutions sportives internationales, nous comptons environ 12 % de femmes. Et cette sous-représentation féminine, on la retrouve évidemment, quand on parle de couverture médiatique, de couverture télévisuelle des grands événements sportifs. Il y a plus de couverture et plus d'argent pour le football masculin que pour le football féminin. Tous ces exemples, on peut les multiplier à foison. On voit à quel point il y a une distorsion extrêmement forte entre le sport féminin et le sport masculin et, bien sûr, aussi dans les moyens engagés dans le sport féminin et dans le sport masculin, notamment en termes de sponsoring où la différence est très importante et, l'argent privé qui vient dans le sport est évidemment sans commune mesure entre d'un côté d'abord le sport masculin et de l'autre côté le sport féminin. Il y a donc là un véritable enjeu et une préoccupation qui doit nous occuper. Il faut admettre que toutes les villes, autant que qu'elles sont, ne respectent pas toujours l'égalité homme femme dans le domaine sportif. Et là, je parle aussi pour ma propre ville et également pour certaines villes du nord, des villes qui ont des moyens importants. Nous avons des améliorations importantes à faire aujourd'hui en matière d'égalité homme femme dans le domaine du sport à travers notamment l'encouragement de la pratique sportive des femmes, l'encouragement des femmes à pratiquer du sport, notamment des jeunes femmes dans le cadre scolaire, on doit vraiment en faire un focus important pour développer la pratique sportive féminine. On doit peut-être aussi mener des diagnostics et voir ce que l'on investit maintenant dans le sport. J'ai fait rapidement l'exercice sur la ville de Lausanne. Il est vrai que l'essentiel des moyens d'investissement que nous mettons en œuvre, comme les nouveaux stades de football, les nouveaux centres de hockey sur glace, sont des investissements principalement destinés à des sports

essentiellement pratiqués par des hommes. Et là, il y a de réels enjeux aussi dans nos politiques, comme responsables de villes, d'être attentifs à cette question, d'être attentifs d'investir aussi, de mettre des moyens pour que la pratique sportive, les sports pratiqués par les femmes, soient aussi soutenus, qu'elles bénéficient de moyens aussi importants que ceux pratiqués par des hommes. Il faut bien sûr encourager les femmes à pratiquer tous les sports, mais il faut aussi avoir des politiques de soutiens financiers qui soient égalitaires. Il y a aussi un enjeu que je veux évoquer rapidement ici, celui de l'égalité des droits qui ne touche pas seulement les questions de femmes, mais celui qui touche les minorités sexuelles auxquelles nous devons aussi être attentifs dans le domaine de la pratique sportive.

Il y a de vrais enjeux d'égalité qui se jouent à travers le sport.

Et le dernier élément, c'est bien sûr l'environnement. Nous sommes, toutes et tous, confrontés à cette urgence climatique, qui est toujours une urgence d'aujourd'hui. Pas une urgence de demain, qui sera bien évidemment aussi une urgence de demain, mais, indéniablement le sport peut là aussi apporter une solution toute pratique. Et là, les Maires, les villes, ont une responsabilité. Développer la pratique du vélo. Développer la pratique de la marche à pied. C'est des moyens de lutter contre la pollution. C'est peut être même les meilleurs moyens. C'est des recettes toutes simples, mais nous avons des politiques qui ne sont pas toujours faciles à mettre en œuvre, pour réduire la place de la voiture, pour encourager les déplacements en transport public bien sûr mais aussi des déplacements qui génèrent de l'activité physique qui est à la fois génératrice de bonne santé mais qui est aussi génératrice de réduction des nuisances et de leurs conséquences sur l'environnement.

Et je terminerai bien sûr en évoquant le dernier point qui sera ma conclusion. L'enjeu environnemental est bien sûr important quand on parle de grands événements sportifs. Je vous le disais tout à l'heure, en 1988 Lausanne a refusé les Jeux Olympiques d'Hiver pour des questions environnementales. Tout récemment aussi, la Suisse a refusé, également pour des raisons en partie environnementales, d'organiser des Jeux Olympiques d'Hiver à Sion, dans le canton du Valais. Partout où il y a des votations populaires, les jeux sont souvent refusés, ils ne le sont pas toujours, mais lorsqu'ils le sont, c'est pour des questions environnementales. Et nous avons un véritable enjeu de pouvoir construire de grands événements sportifs qui s'inscrivent dans la durabilité. C'est aussi une des missions que s'est donnée l'Union Mondiale des Villes Olympiques de travailler sur ces questions-là. Et à cet égard, les Jeux de la Jeunesse que nous organiserons en 2020 sont un modèle du genre. Les infrastructures qui sont développées sont des infrastructures qui serviront tous les jours, aussi bien en termes de logements des athlètes, que d'infrastructures sportives. Nous aurons des jeux complètement durables. Les gens se déplaceront en transport publics sur les différents sites de compétition. Bref, nous aurons un vrai modèle de jeux durables. A l'instar aussi de ce que Buenos Aires a essayé de faire cet automne à travers les Jeux d'été de la Jeunesse qui viennent de se terminer tout récemment et bien sûr, à l'instar de ce que Paris va faire en 2024. Et là, j'aimerais vraiment saluer le travail que la ville de Paris a fait en matière de préparation de ces Jeux Olympiques. J'ai toujours été très surpris de voir à quel point, au sein d'une ville comme Paris, qui est une immense ville, on avait finalement peu de contestation populaire sur ces Jeux Olympiques. Il y a une relative adhésion, il y a une adhésion forte des Parisiennes et des Parisiens à ces Jeux. La raison en est que Paris a réellement réussi à porter un projet de Jeux Olympiques qui sont des jeux durables. Et ce n'est pas un slogan de le dire. Il y a eu des accords importants qui ont été faits avec WWF. Il y a de vrais jeux durables qui vont être portés par Paris. De ce point de vue-là, c'est un modèle pour l'avenir et je suis extrêmement fière, extrêmement heureux aussi comme Président des Villes Olympiques mais aussi comme membre de l'AIMF. Et finalement, que ce soit une ville francophone, la ville de Paris, qui porte cette grande mutation importante en matière d'organisation de grands événements sportifs, en matière de Jeux Olympiques, en organisant sans doute en 2024 les premiers jeux qui seront réellement durables dans le monde.

Et je crois que l'AIMF peut en être fière comme nous sommes fiers d'organiser les Jeux de la Jeunesse en 2020 à Lausanne et comme nous serons fiers de les organiser en 2022 à Dakar.

Merci beaucoup.





38<sup>ÈME</sup> CONGRÈS DE L' AIMF

## Présentation des ateliers

#AIMF2018 @AIMFrancophones



## ATELIER 1

## Sport : diversité ou complémentarité

Face à l'essoufflement, parfois la panne, des institutions à incarner des rêves d'égalité, de fraternité et de liberté, le concept de diversité est souvent présenté comme une alternative. Dans le Livre blanc sur le dialogue interculturel, les Etats membres du Conseil de l'Europe affirment la capacité de la diversité à promouvoir la compréhension mutuelle, tout en protégeant et en développant les droits de l'homme, la démocratie et la primauté du droit.

Des discours incantatoires avancent avec force que le sport exerce aujourd'hui un rôle essentiel et fédérateur. Souvent considéré comme LE nouveau levier des pactes tant promis, tant vantés, le sport est devenu l'un des instruments de projection le plus rassembleur, le moins clivant, pour mobiliser tout un pays, de toute une ville vers un objectif commun. Ce besoin d'amélioration de la société par et pour le sport constitue les (fameuses) valeurs du sport.

Ces valeurs attachées au sport, amateur ou professionnel, dans une grande confusion, sans véritable définition et identification de ses origines sont chantées par une légion d'acteurs publics et privés.

Pourtant, le sport ne fournit pas de valeurs spécifiques à ceux qui le pratiquent. Contrairement aux idées reçues, cet objet est porteur de sens par la forme qu'on lui donne, la réflexion qu'il suscite et sa représentation. Comme la fission nucléaire qui permet de fabriquer des bombes, et dans le même temps de produire de l'électricité, le sport se définit par son utilisation. A l'analyse des bonnes pratiques, il est un formidable outil de promotion sur la base du mérite et de la compétence : les valeurs de la vie. Utilisé avec un niveau d'exigence et l'ambition de venir en complémentarité de l'école et la famille, les 2 premiers lieux de socialisation, le sport a toute sa place comme mécanisme de recherche de l'harmonie sociale.

La pratique sportive et son système de règles qui prescrivent et prohibent à la fois, procurent une représentation sociale et une gestion du respect de la norme. Et l'intérêt du sport prend toute sa place quand il peut se substituer à l'école et la famille quand elles font défaut. Le sport par l'accomplissement de la pratique sociale induit une logique de responsabilité. Son importance ne s'entend pas par le poids du PIB ou la puissance militaire d'un pays. Il aspire à comprendre la vie des Hommes en société, et c'est par ce biais qu'il est un facteur de paix. Il parvient à fédérer les oppositions, à favoriser le dialogue et l'intégration, une complémentarité pour mieux s'intégrer ou mieux intégrer l'altérité.



## ATELIER 2

### Sport, innovations et développement local

Les débats autour de l'innovation se sont concentrés depuis une vingtaine d'années autour de l'innovation sociale. Le sport n'échappe pas à cette focalisation. Aujourd'hui, le sport apparaît comme un instrument capable de freiner la crise du pacte social. En allant plus loin, nous pouvons affirmer à la lumière d'exemples, observer de première main que le sport recèle cette fantastique capacité, notamment pour la jeunesse, à se réinventer sans cesse pour proposer une perspective et une promesse relançant l'ambition du mieux vivre ensemble.

Ce projet de table ronde porte :

- sur le sport facteur de développement local,
- le sport instrument d'innovation sociale,
- le sport et l'innovation technique au service du handicap.

#### **Sport facteur de développement local**

C'est un fait indéniable : le sport contribue au développement économique, par la création d'emploi et en favorisant l'activité commerciale. L'organisation d'un grand événement sportif est une formidable opportunité de croissance pour une économie locale. A la condition que ses effets bénéfiques se répercutent à long terme sur la pratique sportive pour le plus grand nombre, et la mise à disposition des installations auprès des populations. Cependant, hormis London 2012 et Atlanta 1996, les J.O ont échappé à cette règle et se sont révélés des fiascos sur ce plan. Mais les temps changent. Bénéficiant d'une prise de conscience du CIO, et portée par l'agenda 2020 fixé par cette même institution, Paris 2024 est un parfait exemple d'un grand événement qui met à jour le rôle accru joué par la sphère publique locale, en concertation avec des investisseurs privés, dans la promotion et le développement d'un territoire par un grand événement. Les Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris possèdent d'ores et déjà ce pouvoir d'accélérer la transformation de la société, de générer une activité économique, tout en préservant l'environnement.

#### **Le sport instrument d'innovation sociale**

Le Nzango au Congo est un formidable exemple de la recomposition des identités locales sur le terrain de la pratique sportive. Ce qui était autrefois un jeu pour les jeunes filles dans les cours d'école d'Afrique Centrale, est reconnu comme une discipline sportive dans tout le pays. A tel point que le Congo a profité des Jeux Africains à Brazzaville en 2015, pour le présenter comme sport de démonstration.

C'est en voyant des fillettes jouer à ce jeu dans une cours d'école que le médecin congolais Mpsi Titov a conseillé à ses patientes en surpoids ou souffrant de diabète de se mettre au Nzango. Avec le temps, ce jeu est devenu une discipline sportive avec des compétitions officielles. Il oppose deux équipes de 11 adolescentes. Pendant les rencontres les joueuses sautillent, claquent les mains et chantent des

comptines. Les points sont marqués par une équipe en croisant ou décroisant les jambes selon les dispositions fixées avant le début du jeu. Deux arbitres officient la rencontre.

Le sport objet différenciant et rassembleur revendiquant une identité locale comme dans le cas congolais s'observe aussi au Laos-Cambodge et en Algérie avec les cas respectivement du Sepak Takraw et du Pitchak.

### **Le sport et l'innovation technique au service du handicap**

Les innovations technologiques jouent un rôle de première importance dans l'accès au sport des populations handicapées. Les progrès sont considérables dans ce domaine et ont élargi les champs d'expressions physiques des athlètes handisports. Il s'avère que le handisport est devenu une opportunité pour des entrepreneurs de s'accomplir en faisant du monde du handicap une source d'innovations. De plus en plus d'entreprises investissent dans ce secteur. Les solutions inventives en biomécanique, applications, prothèses, etc. représentent un marché d'avenir. Mais du chemin reste à accomplir pour que ces innovations soient majoritairement à la disposition des athlètes des pays émergents. Permettre la pratique du sport aux plus grands nombres de personnes en situation de handicap au Nord et au Sud reste l'objectif. Cette table ronde offrira des partages de savoir-faire, afin de favoriser une dynamique sociale dans le champ de l'économie solidaire.

### ATELIER 3

Villes et grands événements sportifs internationaux : risque ou opportunité ?

Accueillir des grands événements sportifs internationaux : risque ou opportunité ? Au niveau de l'organisation d'événements internationaux, la complexité des dossiers, l'exigence des critères ou les impératifs de sécurité rendent les villes inégales en termes d'attractivité. Des chantiers sont ouverts dans ce domaine, pour que les compétitions sportives soient mieux réparties et touchent un public encore plus large. Le Comité international olympique, par exemple, s'est engagé dans une démarche d'ouverture envers les villes africaines et développe une intense phase de dialogue dans l'optique d'encourager et soutenir des manifestations d'intérêt de ces villes pour l'organisation des prochains Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) en 2022. Au-delà des JOJ, de nombreuses compétitions sportives cherchent de nouveaux territoires, et les Fédérations internationales sont ouvertes aux discussions. L'accueil de grands événements sportifs représente un enjeu économique qui, maîtrisé, ouvre la porte à des opportunités de développement plus vastes.

- Le donnant/donnant : prérequis/challenges (accès, transports, logistique, installations sportives de qualité, sécurité, défis environnementaux) versus bénéfices (économiques, retombées médiatiques, tourisme, ferveur populaire générée).
- Faire venir les grands événements dans les villes du Sud : Par où commencer ?
- Dialogue avec les détenteurs des droits.
- Comment préparer l'après « grands événements sportifs » ?

#### **Table ronde n° 1 : « Préparer le terrain »**

Un événement sportif de grande ampleur ne se limite pas à un moment unique, une date sur un calendrier ou un investissement massif. C'est avant tout une opportunité de porter des projets de développement économique, générer de la cohésion sociale ou promouvoir des politiques de santé. C'est parce qu'elles ont un potentiel de valorisation qui va bien au-delà de l'événement lui-même que les grandes manifestations sportives sont pour les villes un enjeu de développement.

Des représentants de fédérations sportives internationales, du Comité international Olympique et de villes actives dans l'accueil d'événements sportifs viendront témoigner et débattre de ces enjeux.

#### **Table ronde n° 2 : « Transformer l'essai »**

Anticiper le futur d'un événement sportif est la clé de son succès à long terme. L'événement n'est pas une fin en soi, il est un moyen de mettre en place un héritage – tangible ou intangible – qui se veut durable, bénéfique pour la communauté et financièrement viable. Aujourd'hui l'héritage n'est plus perçu comme ce qui nous est laissé, de positif ou de négatif, après l'événement, mais comme un projet préparé en amont pour développer et valoriser la ville. Même d'une candidature seule, il ressort un héritage. Anticipé et pensé, l'héritage devient un capital.

Des représentants de villes du Nord et Sud viendront partager leurs expériences et présenter leur héritage passé, présent ou à venir.





38<sup>ÈME</sup> CONGRÈS DE L' AIMF

# Synthèse des travaux en ateliers

#AIMF2018 @AIMFrancophones



## Le sport, ses valeurs en ville...

Réalisée avec le concours de Colette ROBITAILLE (AIMF), Cyrine BENMOULKA (RFLM), Demet KORKMAZ (TV5 Monde), Marian NAGUSZEWSKI (TV5 Monde) et Mélanie DUPARC, (Union mondiale des Villes Olympiques).

Pour le 38<sup>e</sup> congrès de l'Association Internationale des Maires Francophones, les travaux ont porté sur la place du sport dans la ville. Les débats se sont organisés autour de trois ateliers simultanés dont le texte ci-dessous constitue une synthèse.

Le premier atelier portait sur la diversité et la complémentarité permises par le sport ; le second envisageait le sport dans la ville comme une source d'innovations et de développement local ; le dernier présentait la question des villes et des grands événements sportifs internationaux...

En guise de clin d'œil, il peut être utile d'ouvrir la réflexion en conviant Sir Winston Churchill (1874-1965), Homme d'État, écrivain. À la fin de sa vie, alors qu'il était interrogé sur sa manière d'entretenir sa santé, il répondait : « *scotch, cigars, no sport* ». Nous pouvons considérer qu'il anéantit d'un mot tout ce que nous avons débattu depuis hier. Nous pouvons aussi considérer qu'il est l'exception qui confirme la règle... Mais cette absence de pratique ne signifiait pas un total désintérêt pour le sport.

Comme Premier ministre, Churchill a en effet soutenu l'organisation des Jeux Olympiques de Londres, en 1948. Le symbole était éclatant : après la précédente édition, organisée en 1936 à Berlin par un troisième Reich sûr de sa puissance, la tenue des Jeux Olympiques à Londres, moins de 3 ans après la fin du second conflit mondial, marquait la victoire finale de la démocratie...

Cette ambivalence de la place du sport est constante. Georges Orwell, l'auteur du magistral 1984, exprimait une vive méfiance à l'égard du sport : « *pratiqué avec sérieux, disait-il, le sport n'a rien à voir avec le fair-play. Il déborde de jalousie haineuse, de bestialité, du mépris de toute règle, de plaisir sadique et de violence : en d'autres mots, c'est la guerre, les fusils en moins* ». Cette vision renvoie aux images que nous connaissons des heurts entre supporters, voire entre joueurs : amateurs de sport peut-être... Praticants de violence plus sûrement...

Le commentaire d'Orwell est évidemment marqué par des épisodes historiques qu'il avait vécus. Et il nous appelle à la vigilance. Valens MUNYABAGISHA, Président du Comité Olympique Rwandais, en a fait écho dans son propos de ce matin. Une partie des jeunes recrutés dans les clubs de sport ont été entraînés par les groupes armés (pour la préparation du génocide).

Le sport peut jouer un mauvais rôle en effet. Mais est-il à incriminer ? Il a été question d'autres conflits au cours de cette journée... Au Cambodge, en Côte d'Ivoire... Ce sont des guerres, des génocides qui ont meurtri non seulement ces pays, mais l'ensemble de l'humanité en raison même de la violence qui s'est déchainée.

Or, face au déferlement de haine et de violence, le sport s'est imposé, cette fois comme une réponse... Il favorise la paix. Il nourrit l'espoir. Linda SANGARET nous en a fait témoignage en rappelant comment l'organisation de la Coupe du monde de Rugby (en 1995) a été une étape nécessaire de la réconciliation. Et la même volonté inspirait l'organisation de la Coupe du monde de football en 2010. Le sport et la démocratie, le sport et le vivre ensemble : c'est bien à cela que notre journée a été consacrée.

Un deuxième thème transversal aux débats est la relation du sport et de l'identité... On peut bien sûr revenir à l'enfance... Celle qui fait de nous des supporters d'une équipe, captivés par le jeu, la couleur de son maillot, la coiffure de ses joueurs... Nous retrouvons partout dans le monde des maillots des grandes équipes. Mais les équipes nationales ont aussi un rôle.

David-Claude KEMO-KEIMBOU, historien du sport, nous a montré comment, au Cameroun, le sport, en particulier le sport professionnel et le spectacle (le plaisir) qu'il procure permettait de forger une identité nationale qui était assez forte pour dépasser les identités ethniques...

Il faut bien sûr être prudent et considérer qu'il s'agit bien d'une identité ouverte, respectueuse... Daniel CHAUSSE, Vice-Président de la Fédération française de Tennis, a cité Albert Camus, qui disait « ma patrie, c'est ma langue ». Et il a proposé de soutenir une Francophonie du sport (par exemple dans le tennis) qui s'appuie sur les fédérations pour favoriser les solidarités, les échanges, tant pour les pratiquants que pour les cadres, arbitres, organisateurs qui sont également nécessaires.

Tony ESTANGUET, Président de Paris 2024, a souligné, lors de l'ouverture de nos travaux, à quel point la Francophonie avait été déterminante dans le vote des jeux à Paris. Une telle coopération est donc possible. Alors, pourquoi pas, demain, l'organisation de jeux francophones, mais qui ne soit pas une compétition supplémentaire réservée aux meilleurs ? Ce serait plutôt une rencontre inter villes destinée à promouvoir le sport pour tous...

Mais il ne s'agit pas seulement d'envisager l'opportunité d'organiser de grands événements sportifs sans lendemains.

Dans les trois ateliers, les témoignages ont abondé pour expliquer comment il fallait se saisir de l'opportunité des grands moments sportifs pour :

- participer à la réconciliation
- pour porter le vivre ensemble
- mais aussi pour apporter les équipements qui devront ensuite rester accessibles à tous... au lieu d'être abandonnés comme cela arrive parfois, au lieu d'être loin des lieux de vie... ce ne sont pas seulement des coûts, ce sont aussi des outils indispensables
- l'équipement coûte cher... Il faut donc des dispositifs pour favoriser les dons, les échanges, les prêts du matériel, l'entraide des parents pour que tous les enfants puissent avoir la chance de pratiquer.

Il faut cependant aller plus loin : former les cadres, organiser les clubs... Et se servir des clubs, non pas seulement pour le sport mais pour promouvoir l'éducation sous toutes ses formes : apprentissage des conditions d'hygiène et de santé, de la langue... N'est-ce pas de cela qu'il s'agit lorsque Kigali organise, deux journées par mois sans voiture ?...

Alors que l'objectif initial était de permettre de mieux respirer dans la ville en réduisant la pollution, l'événement a encouragé une grande part de la population à se mobiliser.

Et ce n'est plus seulement l'occasion d'une pratique sportive. Plus largement, s'organise une action de santé publique, où il devient possible de faire un bref bilan de santé.

Mais il y a aussi des valeurs qui doivent être portées. En premier lieu, lutter contre les discriminations. Maty DIOUF, Adjointe au Maire de Nice, a expliqué le travail avec les associations pour lutter contre les discriminations (de genre, d'orientation sexuelle, d'âge).

Il y va d'une question de principe : ne plus permettre aujourd'hui des attitudes de rejet.

Cette question était également évoquée hier...

Et ce sont les Maires qui peuvent exercer la plus grande vigilance sur le sujet.

Il y a enfin des discriminations parfois imperceptibles... Le Cercle Paul Bert, à Rennes, a donc pris le parti de proposer des règles souples pour accueillir tout le monde : les mères de famille qui souhaitent pratiquer une activité peuvent venir avec leurs enfants qui sont pris en charge dans le même temps... Travailler aux conditions réelles de la pratique est donc essentiel.

Et les villes ont une responsabilité pour agir en ce sens ! La ville de Montréal a fait état ce matin de ses expériences variées qui ont toutes les mêmes buts : le développement social, la cohésion et l'intégration, la promotion de saines habitudes de vie, notamment en favorisant la pratique du sport par un ensemble de dispositifs (aménagement d'espaces, recherche de financement, soutien à tous les enfants pour

l'acquisition des équipements...). Cette politique doit favoriser l'accès à tous les équipements, sans discrimination.

D'autres exemples, présentés par des start-ups, proposaient des « solutions » pour accompagner et faciliter les pratiques individuelles et collectives. Par exemple, leurs services pouvaient permettre d'offrir une meilleure sécurité aux pratiquants par des outils d'alerte et de localisation ou par des informations en ligne actualisées pour savoir où pratiquer.

Ces technologies deviennent de nouveaux outils qui, à des coûts très abordables donnent la possibilité d'améliorer des performances mais aussi de prévenir des risques de blessures. Les perspectives sont nombreuses. Mais ce ne sont pas seulement les nouvelles technologies qui pourront favoriser la pratique sportive dans la ville. Ce sont d'abord les individus, les habitants, qui doivent se sentir concernés, qui doivent se mobiliser, chacun à leur niveau.

C'était le message hier de Félicité RWEMARIKA et Azza BESBES qui ont reçu le prix de la Femme Francophone 2018. Le sport est une des manières de rassembler et de partager, de faire vivre, autour d'un stade, un moment en commun. Et dans nos ateliers, presque tous les intervenants ont insisté sur ce point crucial.

Il ne suffit pas d'être spectateurs, il ne suffit pas d'être participants ponctuels... Il faut un engagement, sur la durée, pour exercer la responsabilité de former, d'encadrer, d'encourager, d'éduquer...

*« Nous cherchons des bénévoles, nous cherchons des volontaires »...* Ce fut un mot d'ordre général.

Or, le sport est un moyen permanent d'éducation. Pour Albert CAMUS, le sport a son rôle dans une pratique au quotidien : *« Pour moi, je n'ai connu que le sport d'équipe au temps de ma jeunesse, cette sensation puissante d'espoir et de solidarité qui accompagnent les longues journées d'entraînement jusqu'au jour du match victorieux ou perdu. Vraiment, le peu de morale que je sais, je l'ai appris sur les terrains et les scènes de théâtre qui resteront mes vraies universités ».*

Le sport c'est donc aussi une école de la ville... C'est une longue tradition, dans tous les pays.

Les jeux permettent de véhiculer les valeurs culturelles olympiques (le dépassement de soi, l'acceptation de la défaite, l'élégance et l'éloquence, l'honnêteté...).

Mais ce n'est pas un projet spontané. Les villes peuvent prendre leur part à ce défi en accompagnant et en soutenant les responsables des comités et des clubs sportifs, en les reconnaissant comme des interlocuteurs responsables et porteurs d'une immense énergie.

Donikpo KONE, Directeur des Affaires socioculturelles à la mairie de Yopougon, a expliqué comment le sport pouvait participer à la cohésion sociale mais aussi quels efforts il fallait produire pour animer, soutenir, travailler à l'échelle des quartiers...

Le sport comme vecteur de lien social... Même si cela ne doit pas faire illusion : ce n'est pas une solution miracle des politiques publiques. Mais c'est une possibilité pour : *« Aller vers une société moins exclusive pour ne pas avoir à réinclure ».*

Les Maires auront des responsabilités à prendre et devront aussi dialoguer pour partager les expériences mais aussi pour développer ensemble des événements pour favoriser vivre ensemble, santé et citoyenneté par le sport. Ce ne sont pas forcément de grands projets, mais parfois des microprojets comme le présentait l'AFD...

Il leur faut donc une arène pour en débattre et l'AIMF aura un rôle à jouer.

Et nous allons donc conclure par cette injonction amicale à l'AIMF, c'est-à-dire à nous tous. Injonction que je vais reprendre de Philippe РОТН, disparu en mai dernier :

*« en sport, tout demande de la détermination. Les trois D : Détermination, Disponibilité, Discipline. Et la réussite est à portée de main... »...*

Tout un programme... sportif bien entendu !





## Liste des participants

#AIMF2018 @AIMFrancophones

(ordre alphabétique : pays, villes ou autres organisations, noms)

### Afrique du Sud

*Brand South Africa*

**Linda MAGAPATONA SANGARET**, Directrice du marketing

### Allemagne

*Cabinet GFA Consulting Group GmbH*

**Josyane BOUCHIER**, Coordinatrice  
**Christophe HERNIOU**, Coordinateur

### Andorre

*Association des Communes d'Andorre*

**Pons MARTELL**, Adjoint au Maire d'Andorra la Vella  
**Josep Miquel VILA BASTIDA**, Maire de Sant Julia de Loria

### Belgique

*Commission européenne*

*Liège*

**Antonio CRESPO MORENO**, Chef adjoint d'Unité C5

**Willy DEMEYER**, Bourgmestre

**Stéphanie LEMAIRE**, Coordinatrice du Protocole, Chargée des Relations internationales

**Jean-Christophe PETERKENNE**, Directeur général

*Namur*

**Jean-Luc ANSIAUX**, Chargé de la Cohésion sociale

**Bernard GUILITTE**, Echevin en charge de l'environnement

**Frédéric LALOUX**, Commissaire aux Relations internationales

**Maxime PREVOT**, Bourgmestre

**Maria RUISI**, Chargée de la Cohésion sociale

*Wallonie Bruxelles International*

**Alain VERHAAGEN**, Directeur du département Francophonie

*Woluwe-Saint-Lambert*

**Véronique DUMOULIN**, Responsable du Service des relations extérieures

**Philippe JAQUEMYNS**, Echevin chargé de la Solidarité internationale, des jumelages, des travaux et des stratégies et mobilité

**Olivier MAINGAIN**, Bourgmestre

## Bénin

*Abomey*

*Association des communes et du littoral*

*Association nationale des  
Communes du Bénin*

*Bohicon*

*Cotonou*

*Ouidah*

*Parakou*

*Porto-Novo*

*Union des Communes du Zou*

**Blaise O. GLELE AHANHANZO**, Maire  
**Gabriel Agossou MEDEOU**, Premier adjoint au Maire  
**Komi Séverin d'ALMEIDA**, Président  
**Doskuas Nicodème LAY**, Secrétaire permanent  
**Luc ATROKPO**, Président, Maire de Bohicon  
**George BADA**, Maire d'Abomey-Calavi  
**Chamsi A. BADAROU**, Membre de la Cellule communication  
**Sègla LIHOUSSOU**, Secrétaire exécutif  
**Aurélien SOGLO**, Responsable de la Cellule communication  
**Jacques GNACADJA**, Conseiller communal  
**Marcel TCHEDJINNAHOUNON**, Conseiller communal  
**Faustin AÏSSI**, Membre de l'Association des Elus français d'origine béninoise (EFOB)  
**Isaac Mathias AYIVODJI**, Troisième adjoint au Maire  
**Isaac da SILVA**, Conseiller municipal  
**Isidore GNONLONFOUN**, Maire par intérim  
**Germain Dessoundé HOUNNAHO**, Chef du Service de la Coopération décentralisée et de l'Intercommunalité pi  
**Moutiatou KARIMOU**, Conseillère municipale, Membre de l'Association des Femmes Elues  
**Clotaire Célestine ADJANOHOUN**, Maire  
**Atekou Somanni Christian ETEKPO**, Secrétaire général adjoint  
**Fructueux PRUDENCIO**, Chargé de missions  
**Tahirou BADIMON**, Président de la Commission des Transports et des Equipements  
**Ibrahim CHABI MAMA**, Premier adjoint au Maire  
**Charles TOKO**, Maire  
**Rosine KIKI**, Conseillère municipale  
**Ambroisio Constancio SOARES**, Chargé des Activités courantes, de l'Intercommunalité, des ONGs et des Organismes internationaux  
**Djima Emmanuel ZOSSOU**, Maire  
**Gildas Habib AGONKAN**, Député à l'Assemblée nationale du Bénin, Président du Réseau parlementaire pour la Décentralisation et le Développement  
**Sètondji Ambroise GOUNON**, Directeur général de la Radio Royale FM

## Bulgarie

*Blagoevgrad*

**Desislava BINEVA**, Responsable des relations publiques pour les FrancoFolies  
**Hristina SHOPOVA**, Maire adjointe déléguée à la Culture et aux Activités humanitaires

## Burkina Faso

*Banfora*

*Bobo-Dioulasso*

*Dédougou*

*Koudougou*

*Ouagadougou*

**Adama SOMA**, Conseiller municipal  
**Issa SOULAMA**, Chargé de la Coopération décentralisée  
**Moussa KAFANDO**, Chargé des Relations internationales et de la Coopération  
**Bourahima SANOU**, Maire  
**Ardiouma SANOU**, Directeur de la Promotion de la santé et de l'hygiène  
**Sarah BITTAM**, Responsable du Développement international  
**Karim Lomboza KONDE**, Maire  
**Norbert NANA**, Deuxième adjoint au Maire  
**Maurice Mocktar ZONGO**, Maire  
**Armand Roland Pierre BEOUNDE**, Maire  
**Boureima KABORE**, Directeur des Etudes, de la Programmation et des Investissements  
**Adama ZERBO**, Chef du Département des Relations internationales

*Ouahigouya*

**Boureima Basile OUEDRAOGO**, Maire  
**Daouda Ben Salam Windiboudé OUEDRAOGO**, Président de la  
Commission Environnement et Développement local  
**Harouna OUELOGO**, Maire

*Tenkodogo*

## Burundi

*Association Burundaise des Elus Locaux  
Bujumbura*

**Jean-Baptiste KIRIMWINZIGO**, Directeur exécutif

**Freddy MBONIMPA**, Maire  
**Astère NDAYISABA**, Assistant du Maire

*Gitega*

**Valentin NAHIMANA**, Administrateur de la Commune  
**Sylvie NZEYIMANA**, Présidente du Conseil communal

*Ngozi*

**Claude NAHAYO**, Président du Conseil Municipal  
**Rajabu SONGAMBERE**, Administrateur

*Agrisud International*

**Picheth SENG**, Coordinateur de projet

*Battambang*

**Dana KEO**, Directrice adjointe de l'Administration  
**Phuong LUOT**, Membre du Conseil provincial chargé de la cellule  
francophone  
**Darith PHOUR**, Homme d'affaires  
**Porching SENG**, Secrétaire du Conseil provincial  
**Sathya SIENGEM**, Directeur de la division de l'Administration  
**Sotheavy UY**, Vice-Gouverneur

*EMR*

**Toby KEAT**, Expert

*Kampot*

**Luc MOGENET**, Assistant de la Francophonie  
**Nary MOGENET**, Conseillère de la Francophonie  
**Nhauv SAEM**, Membre du Conseil provincial, chargé de la  
Francophonie

*Phnom Penh*

**Vath CHAMROEUN**, Sous-Secrétaire, Ministère du tourisme et  
Secrétaire général du Comité National Olympique  
**Dara CHEA**, Assistant du Gouverneur  
**Sina CHEA**  
**Vireak CHHAY**, Chef de la Division des Affaires juridiques et des  
Droits de l'Homme, Assistant du Gouverneur  
**Sotheara CHOV**, Médaillée d'Or de lutte libre  
**Sinareth HEM**, Chef du Département de l'Education, de la Jeunesse  
et du Sport  
**Sreng KHUONG**, Gouverneur  
**Pharat NUON**, Vice-Gouverneur  
**Sopheaknita PHAN**, Chef adjointe de la Division des Relations  
publiques et internationales  
**Vathana PHANG**, Interprète, responsable des relations avec l'AIMF  
**Piseth SAM**, Chef du Département des Travaux publics et Transport  
**Vannak SENG**, Chef de l'Administration  
**Chamroeun SOK**, Chef de la Division des Relations publiques et  
Internationales  
**Heng SOK**, Reporter  
**Lida TAY**, Assistante du Secrétaire général du Comité National  
Olympique du Cambodge  
**Pheng UY**, Reporter  
**Bopha YIM**, Assistante du Chef de l'Administration  
**Piseth POV**, Vice-Gouverneur

*Siem Reap*

## Cameroun

*Bangangté*

**Pierre AMOUGOU**, Journaliste

*Bertoua*

**Paul Alain GBAMAN DOGOUA**, Assistant technique  
**Elisée OLINGA OLINGA**, Receveur municipal

*Douala*

**Fritz NTONE NTONE**, Délégué du Gouvernement  
**Jean YANGO**, Directeur des Etudes, de la Planification, des  
Investissements et du Développement durable

*Dschang*

**Beaudelaire DONFACK**, Maire

<i>Ebolowa</i>	<b>Paul Vallery DONT SOP</b> , Chef du service de la Coopération <b>Barthelemy NDONGSON LEKANE</b> , Directeur AMGED, Responsable du Programme eau et assainissement
<i>Fokoue</i>	<b>Guy Roger ZO'O OLOUMAN</b> , Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté urbaine
<i>Foumban</i>	<b>Adrienne Paule DEMENOU TAPAMO</b> , Maire <b>Adamou NDAM NJOYA</b> , Maire <b>Hermine Patricia TOMAINO NDAM NJOYA</b> , Députée, Déléguée commune de Foumban
<i>Garoua</i>	<b>El Hadj Bouba AHMADOU</b> , Délégué du Gouvernement
<i>Limbe</i>	<b>Rodanny MOKAKO MBUA</b> , Maire de Limbe 1 <b>Andrew Monjimba MOTANGA</b> , Délégué du Gouvernement
<i>Maroua</i>	<b>Zahra GNAKOYOUUM ép. HAMADOU</b> , Maire de Maroua
<i>Mayo Oulo</i>	<b>Haoua TIZI</b> , Maire
<i>Ministère de la Décentralisation et du Développement local</i>	<b>Jean-Claude TCHEUWA</b> , Chef de Division, Professeur des Universités
<i>Ministère des Relations Extérieures</i>	<b>Claude Eitel BIBI</b> , Chef du Service de la Coopération juridique, Directions de l'OIF
<i>Office Régional de Tourisme de l'Ouest Cameroun</i>	<b>Bernard ZEUTIBEU BOGNING</b> , Directeur
<i>Réseau des Maires du Cameroun pour l'Economie Sociale et Solidaire (REMCESS)</i>	<b>Pauline EYEBE EFFA</b> , Coordinatrice <b>Tobias NDJIE MVENG</b> , Président, Maire de Ngomedzang <b>Patrice MBALLA</b>
<i>Yaoundé</i>	<b>Bruno Parfait AVODO</b> , Chef du Service Accueil et Courrier <b>Chimène Sandrine KAYAP TCHAMGA épouse KAMINING</b> , Adjointe au Chef du service Environnement et Hygiène <b>Arnaud Philippe NDZANA</b> , Conseiller technique <b>Jean Claude Kryos NJUTAPVOUI</b> , Coordonnateur du groupe de plaidoyer Services essentiels

## Canada

<i>Ambassade du Canada à Paris</i>	<b>Charles HUDON</b> , Deuxième Secrétaire
<i>Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick</i>	<b>Luc DESJARDINS</b> , Président
<i>Délégation du Québec aux Affaires francophones et multilatérales</i>	<b>Lina VISSANDJEE</b> , Attachée à la Délégation
<i>Fédération canadienne des municipalités</i>	<b>Jean-François D'AMOUR</b> , Directeur général <b>Vicky MAY HAMM</b> , Présidente, Maire de Magog
<i>Levesque Stratégies</i>	<b>Christian LEVESQUE</b> , Président
<i>Montréal</i>	<b>Esteban BENAVIDES</b> , Conseiller aux Affaires internationales <b>Marie DAIGLE DE LA FONTAINE</b> , Conseillère en relations internationales <b>Pierre LESSARD-BLAIS</b> , Maire d'arrondissement <b>Henri-Paul NORMANDIN</b> , Directeur du Bureau des Relations internationales <b>Bob WHITE</b> , Directeur, Laboratoire de recherche en relations interculturelles (LABRRI)
<i>SciencePerfo</i>	<b>Léandre GAGNE LEMIEUX</b> , Président <b>Simon LAURENDEAU</b> , Président
<i>Union des Municipalités du Québec (UMQ)</i>	<b>Marc-Alexandre BROUSSEAU</b> , Membre du Conseil d'Administration et exécutif, Président du Caucus des Cités régionales de l'UMQ, Maire de Thetford-Mines

## Cap Vert

<i>Praia</i>	<b>Maria Aleluia BARBOSA ANDRADE</b> , Adjointe au Maire <b>Oscar Humberto EVORA SANTOS</b> , Maire
--------------	--

## Congo

### *Brazzaville*

**Rufin AMBANGOU NDINGA**, Attaché au Cabinet du Maire  
**Emma Clesh ATIPO NGAPI**, Premier Secrétaire du Conseil départemental et municipal  
**Gervine AYA MOUNEA DIZANGUE**, Deuxième Secrétaire du Conseil départemental et municipal  
**Adélard Yvon BONDA**, Conseiller département et municipal  
**Jean Hilmy Depaul MOBAMDA**, Conseiller départemental et municipal  
**Guy Marius OKANA**, Premier Vice-Président du Conseil départemental, Premier adjoint au Maire  
**Christian OKEMBA**, Maire  
**Emmanuel MPIOH**, Maire  
**Ghislain NGUIMBI MAKOSSO**, Maire  
**Symphice KANDZA**, Maire  
**Célestin MOKOKI**, Maire  
**Guy PIACKA**, Responsable du pôle Coopération décentralisée  
**Simone BAKOUMINA**, Maire  
**Erick Blaise NGOULOUBI SAYI**, Maire  
**Gaston MAMPASSI**, Maire  
**Christian FELIX-TCHICAYA**,  
**Jean-François KANDO**, Maire  
**Ulrich LINIANGA BONGO MANDA**, Chef du Protocole  
**Philippe Erudit M'BOUMBA MADIELA**  
**Félicité Brigitte MENO TCHILOUMBOU**  
**Guy Roger PAMBOUD**, Conseiller technique  
**Rodrigue TATY**  
**Grégoire Hadjinsy KOUFFA**, Maire  
**Michel ELENGA EKOBO**, Maire de'Owando  
**Fabrice Donald FYLLA SAINT EUDES**, Secrétaire permanent  
**Alphonse MBAMA**, Maire

### *Djambala*

### *Dolisie*

### *Ewo*

### *Impfondo*

### *Kintele*

### *Madingou*

### *Mossendjo*

### *Nkayi*

### *Pointe-Noire*

### *Pokola*

### *Réseau des Communes et Villes du Congo*

### *Sibiti*

## Côte d'Ivoire

### *Abidjan*

**Yao Célestin DJE**, Conseiller technique  
**Mahi Geofroy GREKOU**, Sous-Directeur  
**Amowa Noël Pacôme KADJO**, Chargé du Protocole  
**Kassi OMER KOUAME**, Chargé de mission  
**Lamine KOITA**, Directeur  
**Beugre Robert MAMBE**, Gouverneur du District Autonome  
**Vincent Kouaho N'CHO**, Vice-Gouverneur du District Autonome  
**Pierrette OUATTARA**, Sous-Directrice de la lutte contre la précarité et le VIH  
**Daouda SANOGO**, Directeur de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Habitat  
**Rodrigue Thersia ZOKOU**, Chef de projet  
**Massandjé Yasmine BAMBA**, Directrice du Département Administration et Finances  
**Souleyman KONE**, Président  
**Wabo Jean Josselyn KONGO**, Chargé de la Coopération et des Relations extérieures  
**Paulin Claude DANHO**, Ministre des Sports, Maire de la commune d'Attécoubé, Vice-Président de l'UVICOCI  
**Donikpo KONE**, Directeur des Affaires Socioculturelles  
**Maïmouna COULIBALY**

### *Assemblée des régions et districts de Côte d'Ivoire (ARDCI)*

### *Grand Bassam*

### *Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI)*

### *Yopougon*

### *Super Sport*

## Djibouti

*Association nationale des collectivités  
locale djiboutiennes (ANCLD)*

**Gauret Florent KACOU BI**, Assistant technique de

## Egypte

*Ambassade d'Egypte*

**Khaled AREF**, Premier Conseiller auprès de l'Ambassadeur d'Egypte en France

*Sherkaya*

**Alla Abu GADAEI**, Conseiller

*Université Senghor*

**Thierry VERDEL**, Recteur

## France

*Agence Française de Développement*

**Maïa BARBOSA-CANTERINI**, Chargée de mission partenariats français, Expertise France et Francophonie

**Clément FRENOUX**, Chef de projet à la Division Eau et Assainissement

**Laëtitia HABCHI**, Conseillère

*AIRFIT*

**Pierre PAQUIN**, Fondateur, champion de France de ski alpin

*ALL NEXT*

**Anne SINET**, Consultante

*Artefact Productions*

**Pierre CHAUDERLOT**, Journaliste

*Association des Communes*

**Soibaha CHAKA**, Référent départemental de ANDES Mayotte, Maire adjoint d'Acoua

*et Collectivités d'Outre Mer*

*Association des Maires de France*

**Mohammed GNABALY**, Vice-Président, Maire de l'Ile-Saint-Denis

*Association Internationale des*

**Christine TAVANO**, Directrice

*Régions Francophones (AIRF)*

*Bill & Melinda Gates*

**Fabienne HARA**, Responsable du partenariat

*C40 Cities Climate Leadership Group*

**Hervé MARRO**, Directeur de la Communication

*Cercle Paul Bert*

**Emmanuel HALET**

**Camille COLLET**

*Climate Chance*

**Ronan DANTEC**, Président, Conseiller municipal ville de Nantes, porte-parole Climat de CGLU

*Comité d'organisation Paris 2024*

**Marie BARSACQ**, Directrice Impact et Héritage

*Comité Olympique des Jeux Olympiques*

**Christophe PROUST**, Responsable Pôle Information

*et Paralympiques*

**Tony ESTANGUET**, Président

**Anaïs GAY**, Cheffe de Cabinet

*SIA Conseil*

**Pierre-Henri DODANE**, Consultant

*EMR*

**Anne BURLAT**, Architecte urbaniste

*Equilibre & Population*

**Dominique POBEL**, Responsable Programmes et Développement

*ESSEC Business School*

**Ingrid NAPPI-CHOULET**, Métropole du Grand Paris, Ministères de l'Économie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics

*F3C*

**Christophe CLUZEAU**, Président

*Fédération française de Tennis*

**Daniel CHAUSSE**, Vice-Président en charge de la Francophonie

*Grant Thornton*

**Cyril BROGNIART**, Commissaire aux Comptes

*Investissement Paris et Petite Couronne*

**Jean-Pierre PRUVOST**, Chargé d'opération spécialisé

*Le Planning Familial*

**Christine MAUGET**, Chargée de programme

*Lille*

**Martine AUBRY**, Ancienne Ministre Maire

**Marie-Pierre BRESSON**, Adjointe à la Maire, déléguée à la coopération internationale et européenne - Tourisme

**Arnaud DESLANDES**, Directeur de Cabinet

**Emmanuel QUINCHEZ**, Chargé de mission

*Marseille*

**Florence PETIT**, Chef de projet Francophonie

**Maliza SAID SOILHI**, Conseillère municipale

*Mérignac*

*Ministère de l'Europe et  
des Affaires étrangères  
Ministère des Sports*

*Nantes*

*Nice*

*Organisation Internationale  
de la Francophonie*

*OuiSports (OuiSafe)  
OuiSports SAS (OuiMoveUp)  
Paris*

*Paris 2018  
Région Hauts-de-France*

*Secrétariat permanent*

*Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP)*

*Strasbourg*

*TV5Monde*

*Urbanistes du Monde*

**Ndeye Fatou DIOP**, Adjoint au Maire déléguée à la diversité, à la lutte contre les discriminations et à la coopération centralisée

**Gaël de MAISONNEUVE**, Délégué aux Affaires francophones

**Margot MASSARIA**, Conseillère politique

**Alice CHOCHÉYRAS**, Conseillère

**Roxana MARACINEAUNU**, Ministre

**Rachel BOCHER**, Conseillère municipale déléguée à la Francophonie  
**Naïma KAIQUIA**, Chargée de mission pour la Francophonie, Direction de l'Attractivité Internationale Direction Générale Développement Économique et Attractivité Internationale Nantes Métropole

**Maty DIOUF**, Adjoint au Maire déléguée aux Droits des femmes, à la lutte contre les discriminations et le harcèlement et à la Francophonie

**Florence MORETTI**, Chef de projet

**Hervé BARRAQUAND**, Chargé de mission auprès de l'Administrateur

**Adama OUANE**, Administrateur de la Francophonie

**Jacques LAUER**, Conseiller « Economie et Partenariat », Cabinet de la Secrétaire générale de la Francophonie

**Olivier HOUYVET**, C.E.O.

**Augustin BERNARD**, Directeur général

**Anne HIDALGO**, Présidente, Maire de Paris

**Patrick KLUGMAN**, Adjoint à la Maire chargé de la Francophonie

**Marine LAMACHE**, Chargée de mission

**Valérie LEDOUR**, Chargée de la protection maternelle et de la planification familiale

**Sophie LIGNERON**, Cheffe de Cabinet adjointe

**Anne-Sophie MONCEAU**, Chargée de mission, Relations diplomatiques avec l'Afrique et l'Océan Indien

**Patriziana SPARACINO-THIELLAY**, Déléguée générale aux Relations internationales

**Anne-Laure ULLMANN**, Adjointe à la Déléguée générale aux Relations internationales

**Manuel PICAUD**, CoPrésident de Paris 2018

**Michel LALANDE**, Président de la Région Hauts de France, Préfet du Nord

**Brigitte LISO**, Députée du Nord

**Jeanne TOR-DE-TARLE**, Conseillère diplomatique auprès du Préfet du Nord

**Florah ANGBENI-KADJOMOU**, Gestionnaire administrative et financière

**Arianna ARDESI**, Conseillère

**Pierre BAILLET**, Secrétaire permanent

**Jean-Yves DELENTE**, Expert

**Sylvain GAREL**, Chargé de mission

**Julie GUILLAUME**, Conseillère

**Nathalie GURDEBEKE**, Chargée de mission

**Laurent JABOEUF**, Conseiller

**Albin LAZARE**, Chargé de mission

**Peggy PORCHER**, Assistante logistique

**Lionel PRIGENT**, Expert

**Colette ROBITAILLE**, Experte

**Pierre AURIACOMBE**, Administrateur

**Bedreddine BELAÏDE**, Président

**Cléo LOSSOUARN**, Chef de projets aux Relations internationales

**Patrick TREMEGE**, Président de la Commission Coopération décentralisée

**Christian VERNAY**, Directeur de la Communication et des Relations internationales

**Maxime AMMENDOLEA**, Chargé de mission chez Ville et Eurométropole

**Demet KORKMAZ**, Journaliste

**Marian NAGUSZEWSKI**, Journaliste

**Nazaire DIATTA**, Coprésident

## Gabon

### Libreville

**Ulrich JOUMAS TCHYANTOU**, Directeur du Protocole  
**Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA**, Maire  
**Noël Landry POSSO**, Conseiller

## Géorgie

### Tbilissi

**Lali UNAPKOSHVILI**, Chargée de la Francophonie et des Jumelages

## Guinée

### Association nationale des communes de Guinée

**Aboubacar Sidiki DIAKITE**, Secrétaire exécutif  
**Flavien SASSE**, Assistant technique

## Haïti

### Carrefour

**Rolff Junior BONTEMPS**, Coordonnateur du service technique local  
**Wendy Carl-Henry CHERY**, Coordonnateur des Finances municipales  
**Jude Edouard PIERRE**, Maire Principal  
**Dayana VERDYNEE**, Administratrice de la protection civile

## Ile Maurice

### Curepipe

**Berty Hans MARGUERITTE**, Maire

### Port-Louis

**Daniel Eric Clive LAURENT**, Lord-Maire  
**Rishi Kumar NURSING**, Adjoint au Chef exécutif

## Koweït

### Organisation des Villes Arabes

**Jinan AL HANDHAL**, Cheffe de Cabinet  
**Ahmad AL SUBIH**, Secrétaire général

## Laos

### Luang Prabang Vientiane

**Soukan BOUNHONG**, Gouverneur  
**Daophet BOUAPHA**, Conseiller  
**Yong CHANTHALANGSY**, Ambassadeur du Laos en France  
**Khamsing KHOUNSAVAN**, Vice-Directeur de l'Institut de Recherche

## Liban

### Beyrouth

**Gaby FERNAINE**, Adjoint au Maire  
**Antoine SYRIANI**, Adjoint au Maire

### Byblos

**Walid BILEN**, Adjoint au Maire chargé des Relations internationales et de la Coopération

### Zahlé

**Maha MAALOUF KASSOUF**, Conseillère municipale

## Luxembourg

*Parlement européen*

**Céline DERVEAUX**, APA  
**Charles GOERENS**, Ancien Ministre, Député du Luxembourg

## Madagascar

*Antananarivo*

**Tina Heriniaina ANDRIANAVALOMANAMPY**, Chef de Service  
**Andriantsivolosy Hervé Patrick RABESON**, Chef du Service Médical  
**Tiana RAMBELO**, Consultante

*Association des Villes et collectivités de l'Océan Indien*

**Ravo Lalaina RAZAFINDRAZAKA**, Secrétaire exécutive

*Fianarantsoa*

**Irma Juliandres HARILALAINA**, Maire

## Mali

*Bamako*

**Adama SANGARE**, Maire du District  
**Mamadou SIDIBE**, Président de la Commission Culture et Sports  
**Mahamane Mahamadane TOURE**, Directeur des Relations internationales

*Mopti*

**Issa KANSAYE**, Maire  
**Aïssata SY COULIBALY**, Adjointe au Maire

## Maroc

*Marrakech*

**Aouatif BERDAI**, Adjointe au Maire chargée des Relations internationales

*Temara*

**Saad HAZIM**, Vice-Président de la Commune

## Mauritanie

*Nouakchott*

**Fatimetou ABDEL MALICK**, Présidente du Conseil régional  
**Fatimetou BOUKHREISS**, Chef du Service des Etudes et de la Coopération

*Réseau des Femmes Leaders Maghrébines*

**Fatimetou Zahra ABDALLAHI**, Vice-Présidente

*R'Kiz*

**Mohamed AHMEDOUA**, Maire

*Rosso*

**Sidi Mohamed Alioune MOHAMED EL ABD**, Maire

**Sy Abdoul SY**, Responsable Jeunesse et sport

## Moldavie

*Chisinau*

**Andrei NASTASE**, Maire  
**Natalia MACARI**, Interprète

## Niger

*Dosso*

**Hassimi BAMBARO**, Conseiller municipal  
**Idrissa ISSOUFOU**, Maire

*Gaya*

**Hamidou AMADOU**, Maire  
**Issa MAIDAWA**, Directeur financier

*Tahoua*

**Miko Aïchatou AMADOU**, Maire de la Commune II

## Qatar

*Doha*

**Jamal AL-NAIMI**, Maire

## R.D. Congo

*Bukavu*

**Meschac BILUBI ULENGABO**, Maire  
**Rostow M'MATELWA ASSUMANI**, Point Focal

*Butembo*

**Sylvain MBUBA KANYAMANDA**, Maire  
**Julien MUHINDO BALENDO**

*Goma*

**Rodrigue KAMBALE TSONGO**, Ordonnateur délégué  
**Timothée MUISSA KENSE**, Maire

*Kananga*

**Jean MUAMBA KANTU KA NJILA**, Maire  
**Thomas Serge BATULI**, Chargé de mission

*Kinshasa*

**Emmanuel AKWETY KIPOY**, Ministre provincial de la Population et Sécurité  
**Yassim BELADE**, Directeur de Cabinet  
**Pius ISSAMBA EKUTSHU**, Directeur du Protocole  
**André KIMBUTA**, Gouverneur  
**Papy MUSEY**, Chargé de mission  
**Serge MUSEY**, DGRK  
**Malou TULUKA**, DGRK  
**Oswald KAMBA SWAKAMBA**, attaché auprès du Cabinet du Gouverneur  
**Marilyne YEMA**, Assistante du Gouverneur

## Rwanda

*AKWOS (Organisation des Femmes dans le Sport)*

**Marie-Louise NYILINKWAYA**, Coordinatrice de projets

*Comité National Olympique*

**Valens MUNYABAGISHA**, *Président*  
**Félicité RWEMALIKA**, Directrice exécutive de AKWOS

*Ministère du Gouvernement Local*

**Alfred MAHIRWE**, Expert chargé du Partenariat et du Développement

*Rubavu*

**Gilbert HABYARIMANA**, Maire

*Rusizi*

**Ephrem KAYUMBA**, Maire  
**Georges-Michel MAGAMBO BUDUNDWA**, Secrétaire exécutif pi de la Plateforme des Autorités locales des Pays des Grands Lacs

## Sénégal

*Association des Maires du Sénégal*

**Mbaye DIONE**, Maire de Ngoundiane, Secrétaire général de l'AMF  
**Yaya MANE**, Conseiller spécial du Président  
**Aliou SALL**, Maire de Guédiawaye, Président de l'AMS  
**Bouramah ALI HAROUNA**, Secrétaire général

*Confejes*

*Dakar*

**Soham EL WARDINI**, Maire  
**Maye Ndao SECK**, Chef du Service des Relations extérieures et de la Coopération  
**Amy FALL**, chargée de mission  
**Aliou SOW**, Ancien Ministre, Ancien Député-Maire

*Global Green Growth Institute*

**Mallé Ibn Aboubakry FOFANA**, Responsable sénior, Pôle développement et stratégie

*IntraHealth International*

**Perle COMBARY**, Directrice des Programmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Moyen Orient  
**Dominique GOMIS**

*Kaolack*

**Mamadou Baidy DIENG**, Conseiller technique  
**Assane DIOUF**, Secrétaire général

<i>Kedougou</i>	<b>Mamadou CISSE</b> , Maire
<i>Nioro Du Rip</i>	<b>Astou Diagne CISSE</b> , Première adjointe au Maire
<i>Pikine</i>	<b>Abdoulaye BA</b> , Maire
	<b>Elh Ale SECK</b> , Directeur de la Jeunesse, des Sports, de la Culture, des Loisirs et du Tourisme
	<b>Abdoulaye THIMBO</b> , Maire
<i>Saint-Louis</i>	<b>Pape Amadou BA</b> , Président de la Commission sport, loisirs et vie associative
	<b>Lamine NDIAYE</b> , Adjoint au Maire chargé de la santé, de la protection civile et sociale, des sports, loisirs et vie associative
<i>Thiès</i>	<b>Talla SYLLA</b> , Maire
<i>Wateraid</i>	<b>Mbaye MBEGUERE</b> , Directeur technique
<i>Ziguinchor</i>	<b>Abdoulaye BALDE</b> , Maire
	<b>Seydou SANE</b> , Premier adjoint au Maire

## Suisse

<i>Comité International Olympique</i>	<b>Philippe FURRER</b> , ancien champion olympique de hockey sur glace
<i>Genève</i>	<b>Steve BERNARD</b> , Chef du service des Relation extérieures
<i>Lausanne</i>	<b>Denis DECOSTERD</b> , Conseiller
	<b>Grégoire JUNOD</b> , Syndic, Président de l'Union Mondiale des Villes Olympiques
	<b>Nadia YERSIN</b> , Responsable des relations avec l'AIMF
<i>Union Mondiale des Villes Olympiques</i>	<b>Mélanie DUPARC</b> , Secrétaire générale
	<b>Anne-Sophie NIVET</b> , Coordinatrice Recherche

## Tchad

<i>Abéché</i>	<b>Ahmat Adam MAHAMAT SALEH</b> , Maire
<i>Association nationale de communes du Tchad</i>	<b>Mahamat YAYA DJOUDA</b> , Secrétaire permanent
<i>N'Djaména</i>	<b>Ibeth ABDOULAYE YACOUBA</b> , Secrétaire général
	<b>Saleh Abdel-Aziz DAMANE</b> , Maire

## Togo

<i>Aného</i>	<b>Patrice AYIVI</b> , Maire
<i>Atakpamé</i>	<b>Kasségné ADJONOU</b> , Maire
	<b>Tchapou AGBA</b> , Délégué spécial, Président de la Commission des Affaires économiques et financières
<i>Dapaong</i>	<b>Gnanlengue MOATRE</b> , Déléguée spéciale
<i>Kara</i>	<b>Wella TCHANDAO</b> , Président de la Délégation spéciale
<i>Lomé</i>	<b>Kodjo Tsro Fogan ADEGNON</b> , Président de la Délégation spéciale
	<b>Tagba Atafeyinam TCHALIM</b> , Secrétaire général
<i>Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales</i>	<b>Payadowa BOUKPESSI</b> , Ministre
<i>Sokodé</i>	<b>Makani OURO-AKONDO</b> , Secrétaire général
	<b>Kondohou Biladegnème TCHAKPEDEOU</b> , Président de la Délégation spéciale
<i>Tsévié</i>	<b>Komlan HOUNDJO</b> , Administrateur civil municipal, Chef de la Planification et du Développement
	<b>Kossi Amétowoyona LOGLO</b> , Maire
<i>Union des communes du Togo</i>	<b>Soguibabe KOMBATE</b> , Secrétaire permanent

## Tunisie

*Carthage*  
*Fédération Internationale de Tennis*

**Hayet BAYOUDH**, Présidente de la Commune

*Réseau des Femmes Leaders Maghrébines*

**Fathi FARAH**, Conseiller

**Najet ABDELKADER FAKHFAKH**, Membre fondatrice, Conseillère  
AIMF

**Leila BEN GACEM**, Trésorière

**Cyrine BEN ROMDHANE**, Présidente

**Raoudha LAKHAL BEN SABER**, Vice-Présidente

*Sousse*

**Taoufik LAARIBI**, Maire

*Tunis*

**Souad BEN ABDERRAHIM LANDA**, Maire

**Azza BESBES**, Championne Olympique d'Escrime

**Arafat HAMROUNI**, Sociologue, journaliste

## Vietnam

*Hué*

**Ich Huan NGUYEN**, Directeur

**Van Thanh NGUYEN**, Président

métiers traditionnels

**Van Phuong NGUYEN**, Membre du Comité permanent de l'Union des

**Minh Duc TRUONG**, Vice-Directeur

## Presse

*France Bleu Nord*  
*Grand Lille TV*  
*Hemicycles d'Afrique*  
*La Voix du Nord*

**Antoine DECOURS**, Journaliste

**Xavier SILLY**, Journaliste

**Prince BAFUOLO**, Journaliste

**David DELPORTE**, Journaliste

**Pascal BONNIERE**, Journaliste

*SIPA Press Lille*

**Sarah ALCALAY**, Journaliste